L'allume-feu 5

Le journal à consumer sans modération

L'INTERVIEW EXQUISE : ALINE DU MRJC · LUTTES DANS L'ANIMATION ET L'ÉDUCATION · RALENTIR POUR REPENSER NOTRE ENGAGEMENT · IMAGINAIRE ET ENGAGEMENT · ET +

Journal scout d'inspiration libertaire - Avril 2022

SOMMAIRE

Nuit scoute et clitoris 4
Moudenc papers et activisme impromptu 6
On s'arrête et on réfléchit 8
Des éclaireuses et l'avortement 10
Se former avec les SGDF ? Plus pour moi 13
Petit point sur les luttes de l'animation et de l'éducation 14
Petit Jeu 16
Manifeste sur la précarité de nos respons 17
Imaginaire et engagement 18
Belette et Strapontin 21
Un seul héros le peuple 21
Ca a pété … et maintenant ? 22
Nourrir plus que des ventres 24
L'interview exquise : Aline et le MRJC 26
Sexisme en camp 29
Les SGDF et la notion de genre 31

Contributeur·ices (* membres de la redac) : Altermondi*, Bapeutisteu*, Barbara*, Spassky*, Eli Rhamba*, Maud*, Ner*, Fripouille Moustachu*, Maloud*, Géo Cédille*, Lu*, Coquelico*, Émerillon, Zouzou, Gomme, Marion, Châtaigne, Marie, Sacha, Jeanne, Riri, Lajules, PLH, Raphi.
Certaines illustrations sont issues de Openclipart.org

Dans ce numéro, on est heureux·ses d'avoir la participation (à notre connaissance) de membres issu·es des mouvements suivants (ordre alphabétique pour ne froisser personne): Éclaireuses et Éclaireurs De France (EEDF) • Éclaireuses et Éclaireurs Israélites de France (EEIF) • Scouts et Guides De France (SGDF)

Pour contacter la redac : allume-feu@tila.im

Les typos utilisées sont **Trickster** (SIL Open Font License 1.1), *Syne* (SIL Open Font License 1.1), **Big shoulder** (Open Font License), Alegreya (Open Font License)
Le journal a été réalisé grâce à Scribus, CozyCloud, GIMP, Discout@LaToileScoute.
Merci à Florence pour l'hébergement (numérique) et à Victor pour l'hébergement (physique).
Merci à celles et ceux qui, dans ce monde, créent des typos, images et logiciels libres.
Merci à celles et ceux qui luttent pour un monde meilleur.

** la zone d'un journal où sont indiquées les informations sur les personnes ayant contribué à sa fabrication*

Edito

INCONFORTS

Ça y est, le printemps arrive, le soleil pointe son nez, et ce nouveau numéro de l'Allume-Feu se découvre enfin sous vos yeux. Alors, prêt·es pour la cinquième tournée ?

Vous le savez peut-être déjà, ce numéro est uniquement composé de contributions écrites et dessinées par des personnes MINT (Meufs Intersexes Non-Binaires Trans). De quoi se donner de la force et on espère, lancer une dynamique pour la suite.

Vous êtes légitimes, chèr·es toustes, et nous avons hâte de vous lire.

Nous avons entendu quelques grognements concernant cette décision. Pour nous, il est évident qu'elle est toujours aussi pertinente. Plus que ça, ce n'est qu'un début tant il y a de choses à faire sur le chemin de la libération. Et d'ailleurs, si cela inspire certain·es d'entre vous à reproduire des expériences similaires dans votre pratique du scoutisme et ailleurs, alors ce sera tout bénèf !

Maintenir ce choix jusqu'au bout, c'était aussi sortir de nos zones de confort, y compris celles de celle qui vous parle actuellement. Car même quand la place est a priori donnée, elle n'est pourtant pas si facile à prendre. Et les habitudes sont vite prises ! Mais nous y sommes, avec un beau numéro tout neuf à vous offrir.

Alors je vous laisse découvrir ce numéro fort de nos luttes, de notre révolte et de nos réflexions toujours en mouvement. Bonne lecture à vous !

Maloud

Genre & Sexualités

NUIT SCOUTE ET CLITORIS

ou l'oxymore impossible ?

Lundi 27 septembre 2021, un post du Scoutisme Français est partagé sur le Cercle scout (*NDLR : un groupe Facebook*). En quelques heures, il accumule plus d'une centaine de commentaires, et ceux-ci sont bientôt fermés avant qu'une guerre n'y éclate.

Ce post ? Un simple partage de l'affiche pour la Nuit scoute au campus universitaire de Poitiers. Son thème ? « *Nuit scoute et Clitoris* ».

Il n'y avait pas de contexte pour accompagner, rien qu'un dessin et le titre, mais il faut croire que cela a suffi pour faire remonter à la surface, et avec violence, les réactionnaires de nos mouvements.
Pour certain·es, mettre ainsi le mot et l'image du clitoris était une communication agressive et provocatrice, d'autres trouvaient cela « *sexiste* » (« *on va discuter prépuce aussi ou ce ne sera que gynocentré ?* »), quand ce n'était pas à la limite du scénario pornographique.

Je pourrais continuer longtemps le florilège, parler de celleux qui criaient à « *l'idéologie féministe* », ou de celleux qui regrettaient que les Scouts et Guides de France (oui, parce que les autres mouvements impliqués dans le projet n'avaient même pas le droit d'être cités dans les récriminations) soient devenus un placement de produit depuis leur prise de positions pour la Pride, mais allons plutôt au plus important.

Car au milieu de tout cela il y avait ce message : « *L'éducation sexuelle n'a pas sa place aux scouts* ».
Vraiment ?

Je pourrais aller chercher nos projets éducatifs, vous parler de co-éducation des filles et des garçons, mais j'ai juste une question : Pourquoi ?

Marie

Pourquoi l'éducation sexuelle n'aurait-elle pas sa place aux scouts ?
(Je vous laisse méditer le temps d'un petit point de contexte)

Revenons à cette fameuse « *Nuit scoute et Clitoris* ». Déjà pour comprendre, il faut savoir ce qu'est la Nuit scoute et pourquoi le clitoris.

Donc :

GRAND UN : LA NUIT SCOUTE SUR LE CAMPUS.

Depuis 5 éditions, le Collège du Scoutisme Français du Poitou, composé des SGDF, EEDF et EEUDF, organise une soirée avec repas, animation et nuit sous la tente sur le campus de l'université, dans le cadre du mois d'accueil des étudiant·es. Depuis 2 ou 3 ans, elle est souvent axée sur un thème en particulier, en rapport avec l'actualité scoute ou universitaire.

GRAND DEUX : LE CLITORIS (POINT DE CRISTALLISATION DE TOUTE CETTE HISTOIRE)

Un long récit à lui tout seul. Mais pour résumer, une statue de clitoris avait été érigée sur le campus pour faire parler des violences faites aux femmes, en particulier sexuelles. Statue qui a été volée non pas une, mais deux fois, et jamais retrouvée la seconde.

GRAND TROIS : NUIT SCOUTE ET CLITORIS.

La soirée et son thème se sont développés autour du centenaire des Éclaireuses et ce contexte universitaire autour du clitoris, en collaboration avec Emma Crews, l'artiste à l'origine de la mise en place de la statue sur le campus, mais aussi d'autres associations comme l'AMGE, Nous Toutes 86, Transmission 86 ou encore les étudiant·es relais santé de l'Université de Poitiers.

Tous et toutes rassemblé·es et motivé·es pour discuter et transmettre autour de la question des violences faites aux femmes et aux minorités de genre, de la place des filles dans le scoutisme, de nos actions et savoirs-faire autour de l'éducation à la vie sexuelle et affective, ou même encore un petit cours d'anatomie.

Au regard de tout cela, elle paraît encore si terrible et hors de propos notre Nuit scoute ?

MAIS REVENONS À CE COMMENTAIRE : « L'ÉDUCATION SEXUELLE N'A PAS SA PLACE AUX SCOUTS ».

Pourquoi ? En quoi est-ce si choquant ? Parce que ce devrait être cantonné au cercle familial, et ainsi empêcher nos jeunes d'avoir plus d'un son de cloche quant à ce qu'est la sexualité (quand ils en ont bien un, car tous les parents n'abordent pas le sujet) ? Parce que ce serait chose trop terrible que de parler de consentement, rapport au corps, masturbation ou relations sexuelles, et ainsi continuer d'entretenir des tabous qui font plus de mal qu'ils ne protègent réellement ?

Je crois sincèrement en l'éducation, et en ses bénéfices qui sont toujours meilleurs que de laisser dans l'ignorance sous prétexte de protéger. Et si notre éducation est populaire, je pense qu'elle doit aussi être globale, et que l'éducation sexuelle a autant sa place dans nos mouvements que toutes les autres. Ce d'autant que je nous crois capable de nuance, et d'apporter à chaque jeune les réponses qu'il est prêt et désireux de recevoir au moment opportun.

Parce que oui, en voulant à tout prix protéger les enfants du projet « *Nuit scoute et clitoris* », certains en ont oublié de lire le « sur le campus », et donc que cet évènement était adressé à un public étudiant. Avant de s'acharner sur un mot, lisons ceux qui l'entourent.

ET FINALEMENT ?

Parce qu'après tant de réactions, de contre-réactions et de débats, qu'en est-il réellement de cette Nuit scoute ? Elle s'est, au contraire de ce que le virtuel aurait pu laisser prévoir, étonnement bien et sereinement passé. Aucune des personnes présentes durant la soirée, que ce soit celles venues là en connaissance de cause ou de celles qui passaient par là, n'a trouvé à redire du thème, et elles sont au contraire rentrées satisfaites de leurs échanges avec les différents intervenants, du repas ou du grand jeu organisé. Comme quoi peut-être qu'allier Scoutisme et Clitoris peut être intéressant, voire fun ?

En conclusion, je voudrais citer la parole d'un internaute qui faisait partie de ceux qui ont défendu l'évènement lorsque celui-ci a été publié sur le Cercle Scout, appelé à se renseigner avant de s'emballer, et qui répondait alors à l'interrogation indignée de quelqu'un qui se demandait comment on avait pu arriver à un tel projet : « *On arrive à ce genre d'évènement en éduquant des filles et des garçons* »

Gomme

PLH

Genre & Sexualités

MOUDENC PAPERS ET ACTIVISME IMPROMPTU

« Article 6 : la guide, le scout, participe à la construction d'un monde de justice et de paix* »

Attention, je lance un pavé (mais je vous promets que l'histoire est bien)

PEUT-ÊTRE QUE CERTAIN'E'S S'EN SOUVIENNENT...

le samedi 16 octobre se tenaient les cent ans du groupe scout de St Etienne, le plus vieux groupe scout de la ville de Toulouse. Pour cette occasion, une gigantesque messe est organisée à la cathédrale du même nom, avec une flashmob sur la place et pompon sur la Garonne, l'invitation du maire avec tout le gratin, c'est-à-dire préfet & compagnie.

Le maire de Toulouse, c'est Jean-Luc Moudenc, soutien indéfectible de La Manif Pour Tous. Il devait être sur place pour remettre des médailles de jeunesse et sport à un chef et une cheftaine (pour la parité).

J'avoue que j'ai été très interloquée : un homme qui représente une entreprise de haine dans un évènement scout, SGDF ? Quel est le rapport entre les hommes politiques et les scouts ? Pourquoi s'incruste-t-il chez nous ?

Ajoutez à cela que les médailles ne sont pas allées aux plus méritant'e's, mais seulement à celleux qui ont bien accepté puisqu'il semblerait qu'un grand nombre de personnes étaient en désaccord avec la manière dont l'évènement était organisé... et où tout avait été décidé dans le dos des chefs de la manière la plus antidémocratique possible.

J'apprends la chose à peine une semaine avant le jour J ; je me dis que je ne peux pas laisser faire ça, et ni une ni deux je lance un appel sur les réseaux sociaux pour trouver des personnes intéressées pour monter une action.
Je vous passe les détails mais nous nous sommes finalement mises d'accord pour venir le jour J avec des pancartes et distribuer de courts tracts avec l'explication de notre démarche.

ÇA Y EST, LE GRAND MOMENT EST ARRIVÉ.

Moudenc arrive sur scène, nous surgissons de la foule avec nos pancartes et nos uniformes pour ne pas que l'on nous prenne juste pour des manifestantes sorties de nulle part, puis nous montons sur les marches devant l'estrade (c'est le monument qui est configuré de cette manière, nous n'étions pas sur la scène nous n'en avons pas eu besoin).

Je vous passe aussi les invectives que nous nous sommes prises dans la gueule, la peur qui me tordait le ventre de me savoir en face de tout mon groupe scout et de tous ces gens qui m'avaient vue grandir, le risque de s'outer** et j'en passe.
En fait il semblerait que beaucoup de personnes nous aient approuvées mais ce ne sont pas celles qui se sont le plus manifestées malheureusement...

Nous avons discuté avec des cadres (territoriaux et nationaux) ; il a bien sûr fallu s'imposer par le verbe et la verve, encore une

fois j'abrège parce que ça ne sert à rien de retranscrire une conversation qui, la moitié du temps, consistait à nous accuser de gâcher l'évènement. Tout ça duré au moins une heure, j'étais tellement stressée qu'aujourd'hui encore j'ai l'impression que ce moment de ma vie a duré une éternité.

Ce que j'en retire : « *chez les SGDF on ne voit pas les différences mais seulement les humains car nous vivons dans un monde de bisounours, donc il ne peut pas y avoir de discrimination, on est tous pareils donc on est tous égaux* », ajoutez à ça le meilleur ami gay utilisé comme caution (même si dans les faits ça ne les dérange pas d'inviter un gars qui milite pour que leur ami n'existe pas), etc, etc.

JE LE FERAIS MILLE FOIS ENCORE

Après notre happening, un des responsables du territoire nous a dit que si nous voulions discuter des questions de l'inclusivité des LGBT chez les SGDF, nous pourrions peut-être intervenir à l'AG, à condition d'avoir quelque chose de sérieux et de tangible à proposer.

Aujourd'hui, le 18 mars 2022, une pétition au nombre de signatures record est en ligne sur la plateforme de pétitions des SGDF ; en effet, il ne nous aura fallu que soixante-douze heures pour récolter plus de trois cents soutiens.

Aujourd'hui encore, quand certains membres de mon mouvement me rappellent ce que j'ai fait, c'est encore sur un ton moralisateur, me reprochant « *la forme* », de ne pas l'avoir fait « *de la bonne manière* ».

Mais quelle manière, d'avoir mis un coup de pied dans la fourmilière, d'avoir participé -je l'espère- à une vaste remise en question du mouvement ainsi qu'à son évolution ! Je ne regrette rien, et si c'était à refaire, je le ferais mille fois encore, quitte à passer pour la méchante activiste de service que je suis.

By Raphi,
adhérente au lobby depuis 2001
et adhérente aux SGDF depuis 2008

---

* Il s'agit de l'article 6 de la loi scoute des SGDF
* * Outing : révélation de l'orientation sexuelle et/ou de l'identité de genre d'une personne LGBTI à l'insu de cette dernière ou contre son gré (source : SOS homophobie)

On se pose des questions

ON S'ARRÊTE ON RÉFLÉCHIT

Ralentir pour repenser notre engagement bénévole

Il y a 3 jours, mon amie S. fait un malaise au travail… Merde… On sait de quoi c'est le signe ça. Effectivement 3 jours après son médecin est sans appel. Une semaine d'arrêt minimum : elle a tous les premiers signes du burnout. Merde S., merde ! A 29 ans, un burnout ?

Entendons-nous bien, je ne dis pas qu'il y a un âge où c'est ok de faire un burnout… Mais on parle d'un « syndrome d'épuisement professionnel » ; S. ça fait 4 ans qu'elle taffe, 6 ans en comptant son alternance. Et elle n'est pas la seule hein !

LA PLACE DU TRAVAIL

Le système productiviste capitaliste travaille d'arrache-pied pour qu'on ne regarde pas le problème en face, mais il nous saute à la gueule : on bosse trop !
Allez S., maintenant on s'arrête et on réfléchit… !

Ralentir ou mourir, c'est aussi vrai individuellement que collectivement

Ce qui est marrant, c'est que S. c'est une de mes seules copines avec qui j'ai des débats houleux sur la place du travail et qui conteste fondamentalement mon amour pour le chômage. (Et c'est super qu'on débatte hein ! A force d'entre soi on se coupe parfois des autres visions du monde qui existent, et même dominent, dans notre société). C'est incompréhensible pour elle que je cherche à avoir des périodes de chômage dans ma vie. C'est le fameux « *si tout le monde faisait comme toi, il n'y aurait personne pour le financer ton cher chômage heiiiin* ».

L'IMPOSSIBILITÉ DE FAIRE UNE PAUSE

Mais, de la même manière, pour moi c'est incompréhensible qu'après 3 ans à s'épuiser dans une boite, et suite à un licenciement économique (donc chômage assuré !), elle n'ait pas fait la moindre pause et qu'elle ait immédiatement retrouvé un nouvel emploi qui l'épuise.

J'entends qu'à son sens, le chômage ça ne soit pas fait pour se reposer… Mais on se repose quand alors ? Ah oui c'est vrai, pendant nos week-ends et nos semaines de congés payés… où on est du coup trop exténué pour faire quoi que ce soit d'autre que de la consommation stérile. Passer son temps libre à se reposer pour pouvoir retourner bosser. Merci mais non merci !

Alors que j'entame une nouvelle période de chômage, j'ai conscience d'à quel point ma situation est un luxe. Pas le chômage en soit bien sûr ! Ça c'est juste un droit, je ne l'apprends à personne ici. Par contre, c'est un luxe dans notre société de vivre le chômage comme je le vis : sans pression, sans flagellation, sans culpabilité.

LE SENS QU'ON DONNE AU CHÔMAGE

Ouais, je suis payée par l'État pour faire des projets qui me font kiffer hors d'un cadre salarié. Ouais, je suis payée par l'État pour ralentir un peu, faire des trucs qui me font du bien et faire du bien aux gens que j'aime…

J'avoue, je prends un peu le chômage pour le salaire à vie qu'on ne parvient pas à avoir (mais version moins sécure et avec Pôle Emploi qui te colle au bask'…donc pas un salaire à vie du tout).
Mais j'ai conscience que le chômage apaisé est une chance ! Parce que la Société met tout en œuvre pour que ce soit dur à vivre…elle serait trop emmerdée qu'on se rende compte collectivement que c'est cool de travailler moins !

PARESSE POUR TOUS

D'ailleurs quand je suis au chômage, je lis… chose que je fais peu quand je suis en emploi (pas le temps, l'énergie, les moments, l'envie).

Bien sûr que la cause est belle, ça n'empêche pas qu'il faut reconnaître quand on est en train de se cramer

Et ma dernière lecture c'est « *Paresse pour tous !* » de Hadrien Klent.

Un roman qui nous parle d'un fictif prix Nobel d'économie français qui se lance dans la campagne présidentielle de 2022 avec un programme dont la base est de réduire le temps de travail à 15h par semaine (3h/jours). Une jolie ode à l'antiproductivisme et à l'oisiveté ; très agréable à lire par ailleurs (surtout en parallèle de la réelle campagne présidentielle qui donne un peu envie de gerber).

La démonstration du bouquin est claire et sans appel : paresseux de tout pays, unissons-nous, c'est nous qui sauverons le monde !

Et ça vaut pour vous aussi ! Bénévoles épuisés ! Au chômage, au RSA, à temps partiel, (parfois même à temps plein !) mais qui bossez 60h/semaine bénévolement pour ce qui vous tient à cœur ! Bien sûr que votre tâche est noble et que la cause est belle… ça n'empêche pas qu'il faut reconnaître quand on est en train de se cramer !
Il ne s'agit pas de rien faire, juste faire moins (et mieux ?) et moins vite, pour être un peu plus apaisé et surtout pour proposer un nouveau rythme au monde !

Ralentir ou mourir, c'est aussi vrai individuellement que collectivement… va falloir s'y mettre !

Marion

L'oreille qui traîne

" on m'a demandé de faire le ménage parce que le président arrive … oui, on est dans une asso scoute, il y a des gens plus importants que les autres "

" Les meilleures révolutions ont commencé sur un "*Pourquoi pas*"? " - quelqu'un du groupe Charcot.

" c'est vrai ça, pourquoi je porte des chemises ? Alors que …. Euh…. Ça fait pas très de gauche la chemise. "

"le mec du PMU en face de la gare de Severac [près de Bécours] m'a dit : "*quand y a des hippies du genre arriérés mais rebelles qui débarquent, on sait que ça va chez vous*". "

" Tous les grands moments de la vie commencent par un « *en fait c'est complètement débile d'avoir dit oui* » "

" Historiquement y a plus de chances que Jésus ait mangé du houmous plutôt que des hosties tout sec là "

" Le SNU est un complot des SGDF pour faire oublier la proposition patrouilles "

" Mon cerveau est déjà RGPD : il oublie tout très vite."

" j'ai beaucoup de choses à dire sur le scoutisme, depuis que j'en fais plus depuis un an et demi "

Histoires au coin du feu

DES ÉCLAIREUSES ET L'AVORTEMENT

L'ILLÉGALISME AU FÉMININ – PAR HELLYETTE BESS – PUBLIÉ DANS LE MONDE LIBERTAIRE, 1971

« Il y a ceux qui veulent réformer les lois, et qui à un moment politiquement judicieusement choisi, signeront un manifeste pour appuyer un courant d'idées qui commence à avoir droit de cité ou un texte de loi à l'étude, payeront de leur personne dans un procès retentissant. Ceci demande une certaine qualité de courage : celui du « promoteur » de l'avant-garde.

Il y a ceux qui ont choisi d'ignorer les lois, ceux qui veulent vivre hors de la légalité – non pas obligatoirement en illégalistes – mais sans norme légalisée. […] Par-delà, et malgré, les inévitables contradictions inhérentes à une société, ils essaient de vivre selon leurs propres critères, en refusant les règles d'un jeu par trop contraignant.

Il y a […] ceux qui luttent avec des proclamations, des affiches, des tracts, des manifestations « de masse » dont, hélas !, les masses sont absentes… Et ceux qui prennent sans demander, non pas en égoïstes, mais avec le réalisme simple du présent, prêts à aider un copain.
Et, quoiqu'en pensent certains, les premiers seraient inefficaces sans les seconds. Les deux se complètent et marchent ensemble à travers notre époque de refus vers le jour de la rupture.

Une loi précède-t-elle l'évolution des hommes, ou la suit-elle ? Une « avant-garde » impose-t-elle une loi ? Il est probable, plutôt, qu'une pratique généralisée est fatalement – avec le temps – légalisée, appuyée souvent par l'action d'éclat d'une minorité influente.
Trois cent quarante-trois femmes ont signé le manifeste sur l'avortement. Elles lancent la campagne pour un avortement libre, laissant espérer, dans un temps pas trop lointain, une loi plus souple. […] Le droit à l'avortement est une revendication qui a mis du temps à faire son chemin. Des millions de femmes ont « pris » le droit de disposer de leur corps, bien avant qu'aucun juriste mâle ou femelle songe à le leur octroyer.

Mon corps est à moi ! C'est une évidence, et les femmes se sont toujours ri des lois et des religions qui prétendent qu'un fœtus est déjà un citoyen […] On a abattu des arbres, déraciné la vie, anéanti des espèces animales – en conservant pieusement quelques exemplaires pour la curiosité de nos descendants – il y a eu Hiroshima, Nagasaki, Guernica, Oradour, il y a eu Alger, Budapest, Prague ; il a le Vietnam et le Pakistan, et ici tout proche de nous, les victimes de la violence quotidienne.

Et on empêcherait, au nom d'une prétendue morale, une femme de disposer de son corps ! C'est parce qu'avec beaucoup de tranquillité, l'immense majorité des femmes a méprisé cette loi qu'elle peut aujourd'hui être remise en question. Une parcelle importante de l'esprit de révolution n'est-elle pas contenue dans ce mépris tout simple des lois, dans le refus de se soumettre au jeu des parlementaires ? […] »

Comment agir ? Par quels moyens ? C'est une éternelle question pour les militant·es. La lutte pour le droit à l'avortement en France a une histoire qui devrait être enseignée, que l'on devrait chérir et se raconter. D'abord parce qu'elle est l'histoire d'un droit fondamental pour l'émancipation des femmes. Ensuite parce qu'elle est un exemple de combinaison de tactiques de lutte distinctes, au premier rang desquelles la désobéissance assumée, pour la conquête de nouveaux droits.

Comme en 2021, c'était les 100 ans de la naissance des éclaireuses, on va le faire en l'illustrant avec des figures d'éclaireuses qui y ont joué un rôle !

LES AVORTEMENTS CLANDESTINS, « ILLÉGALISME AU FÉMININ »

Avant la légalisation, des femmes avortent, et d'autres les aident à le faire. Dans des conditions difficiles, voire dangereuses. On les estime à 500 000 chaque année, alors que la contraception est elle-même encore illégale. Environ 300 en meurent. Jusqu'à 3500 sont condamnées par les tribunaux : avorter est, depuis 1920, un crime qui conduit en prison ; voire sur l'échafaud sous le régime de Vichy.

>> **Hellyette Bess** est éclaireuse israélite au début des années 40. Son père et son frère sont déportés. Elle devient éclaireuse neutre (laïque), puis cheftaine de louveteaux chez les Éclaireurs de France. Elle s'engage dans le mouvement indépendant des auberges de jeunesse, puis dans des groupes anarchistes. Elle avorte clandestinement, et celui qui l'a aidé lui apprend ensuite à le faire elle-même. Pendant 20 ans, de 1950 à 1970 environ, elle pratique des avortements clandestins pour des femmes, notamment mineures ou étrangères. Elle arrête quand un mouvement organisé, le MLAC, prend le relai. Elle milite aussi pour la vasectomie. Plus tard, elle sera membre du groupe terroriste Action Directe puis emprisonnée. Elle tient une bibliothèque anarchiste à Paris : le Jargon Libre.

LA DÉSOBÉISSANCE OUVERTE COMME STRATÉGIE DE LUTTE

En 1972, la méthode Karman est importée en France par un petit groupe de militant·es. Cette méthode « par aspiration » change radicalement la donne : elle est simple, sûre, et permet de sortir du risque mortel d'infection. Des étudiant·es en médecine mais aussi beaucoup de militantes non-médecins s'en emparent.
En 1973, le MLAC (Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception) est créé. Sa stratégie est d'assumer publiquement la désobéissance pour forcer la loi à évoluer : le MLAC pratique ouvertement des avortements par méthode Karman, fait des annonces sur les marchés, affrète des bus pour aller aux Pays-Bas, organise un tour de France en caravane … la situation devient intenable pour le gouvernement.

>> **Simone Iff** est une éclaireuse unioniste. Elle fait partie du mouvement protestant Jeunes Femmes. C'est un vivier d'engagement au Planning Familial, où elle devient conseillère et joue un rôle politique majeur : en 1973, le congrès du mouvement décide tout ensemble de soutenir la lutte pour l'avortement (*à sa naissance, le Planning est pour la contraception mais contre l'avortement), de devenir un mouvement d'éducation populaire, et de l'élire elle, Simone Iff… première présidente non-médecin du Planning. La même année, elle co-fonde le MLAC. Plus tard, elle cofondera le Collectif Féministe Contre le Viol, et soutiendra les mouvements de femmes prostituées.

ET SI LES PÉTITIONS SERVAIENT À QUELQUE CHOSE ?

Hier plus encore qu'aujourd'hui, un stigmate social fort pèse sur les personnes qui avortent. En 1971, c'est aussi un crime, qui conduit à des condamnations bien réelles pour celles qui sont identifiées. En 1973, le *Nouvel Observateur* publie le Manifeste des 343 : 343 femmes, connues ou anonymes, qui déclarent publiquement avoir avorté. Il trouve un écho très important. Charlie Hebdo accole satiriquement le qualificatif de « *salopes* » aux 343 femmes qui ont eu le courage de le signer.

>> **Agnès Varda** est l'une d'elle. Eclaireuse unioniste, elle devient artiste. Figure majeure de la nouvelle vague, elle réalise des films comme *Cléo de 5 à 7*, *Sans Toit ni Loi*,

Black Panthers, mais aussi *L'une chante et l'autre pas*, un film sur le combat pour une maternité choisie.
>> Marceline Loridan-Ivens l'a aussi signé. Elle fut petite aile (louvette) aux Éclaireuses avant d'être déportée comme juive. Rescapée, elle devient cinéaste : avec son époux, elle documente la vie des « peuples en lutte » (Algérie, Vietnam, Chine maoïste). Elle écrit des essais autobiographiques, comme *l'Amour après*, sur le rapport à son corps et à la sexualité après la déportation.

LA LOI POUR TRANSFORMER UNE LUTTE EN DROIT

La lutte se pose évidemment sur le plan légal. Dans les tribunaux, les militant·es de l'association Choisir défendent les femmes mises en cause et transforment les procès en tribunes politiques. Au Parlement, la loi sera votée en 1975. Il faudra que les militantes envahissent les hôpitaux à certains endroits pour qu'elle soit appliquée. En 1982, c'est le remboursement par la sécu. En 2001, l'extension à 12 semaines, en 2004 la possibilité des IVG médicamenteuses hors hôpital. En 2014, la suppression de la notion de « *détresse* » pour avorter. En 2022, l'extension à 14 semaines.

affiche du Planning familial

>> Simone Veil est la figure de la victoire légale. Eclaireuse neutre (laïque), déportée comme juive, elle devient magistrate, puis Ministre de la Santé. Quand elle prend son poste, elle sait qu'elle va défendre cette loi : la pression des avortements illégaux publics du MLAC est devenue trop forte. « *Si on ne fait rien demain, ils viendront avorter dans votre bureau ministériel* » lui dit-on. Elle porte cette loi courageusement, sous les insultes des parlementaires, et obtient son vote en 1975. Plus tard, elle sera la 1ère personne présidente du Parlement européen, et membre du Conseil constitutionnel.

ET DEPUIS, FAIRE VIVRE CE DROIT AU QUOTIDIEN

Obtenir le droit à l'avortement ne suffit pas : il faut qu'il soit effectif. Le geste n'étant pas très compliqué, le MLAC voulait qu'il puisse être pratiqué par des non-médecins, des femmes ayant elles-mêmes avorté : la loi n'a jamais suivi. Depuis 1975, il y a les médecins, sage-femmes, conseillères, secrétaires, qui permettent de faire vivre ce droit. Il y a les militant·es qui se battent pour l'allongement des délais, un accès facilité, pour récolter des sous dans les caisses de solidarité pour les avortements à l'étranger. Il y a celles qui parlent de leur avortement, publiquement ou autour d'elles...
>> Et dans toutes ces personnes, des gens passés par le scoutisme, il y en a un paquet !

Maud

ZOOM SUR LE DROIT EN FRANCE

On peut avorter jusqu'à 14 semaines de grossesse. C'est un droit : pas de conditions pour y accéder - mais ça peut être compliqué à certains endroits. Il y a deux méthodes :
- **médicamenteuse**, à l'hôpital ou en ville jusqu'à 7 semaines. En ville, on prend les 1ers comprimés avec le professionnel de santé (médecin, sage-femme), et les 2nd 48h plus tard, chez soi ou un-e proche. Depuis 2022, on peut le faire par téléconsultation.
- **instrumentale**, jusqu'à 14 semaines. Ça consiste à aspirer le contenu de l'utérus (la méthode Karman), sous anesthésie locale ou générale. Réalisée dans quelques centres de santé, elle l'est surtout à l'hôpital.
- **les mineur·es**, quel que soit leur âge, ont le droit d'accéder à l'IVG, sans obligation d'informer leurs parents. Un entretien psycho-social est obligatoire, et une personne majeure doit être présente (comme un·e responsable scout·e !).
- **après 14 semaines**, pas de droit à l'IVG. Il est possible d'interrompre une grossesse « *pour péril grave sur la santé de la femme* », mais ce sont des médecins qui décident, et non elle – et les pratiques sont très différentes sur le territoire. Il est légal d'avorter à l'étranger (Espagne, Pays-Bas) jusqu'à 22 semaines. Mais cela suppose de pouvoir passer la frontière et trouver l'argent pour les soins (non remboursés), le transport et l'hébergement (1000€ - 2000€).

- **pour des infos fiables et des adresses :** le numéro vert « *Sexualité IVG Contraception* » géré par le Planning familial : 0800 08 11 11

On peut mieux faire

SE FORMER AVEC LES SGDF ? PLUS POUR MOI

Et voilà, je suis partie de mon Cham (le nom de la première partie de formation pour le BAFD chez les SGDF). Je n'ai pas terminé, je me suis retirée de la formation.

Je suis dans le train et je pleure, pleure de rage, pleure de frustration, pleure d'impuissance et j'ai mal au ventre.

Je ne sais même pas par où commencer. Mon esprit ressasse le déroulé du dernier atelier que j'ai vécu hier soir. Cet atelier s'appelait « *Laïcité et le·a directeur·trice d'ACM* », je ne savais pas vraiment comment la laïcité allait être abordée et traitée, je sentais déjà les dérives patriotistes qu'il pouvait contenir en pensant aux autres ateliers de la semaine mais je voulais laisser encore une chance aux formateur·trices. Je me décide alors de me placer au fond de la salle, au cas où j'ai besoin de sortir si des propos me dérangent trop. Une porte se trouve à ma droite.

L'atelier commence, nous parlons des symboles de la République, regardons une vidéo sur la laïcité, et là les formateurs tous excités nous demandent de nous mettre debout et de chanter les 7 couplets de la marseillaise. La musique démarre. Je suis tellement choquée sur le moment que je crois à une blague. Mais non, c'est bien la réalité. Plusieurs personnes se sentent mal à l'aise, plusieurs personnes ne se lèvent pas, ils le voient mais ils continuent.

Je décide de me lever et de partir avant d'exploser, je commence à me diriger vers la porte à ma droite et puis en fait non. Je n'ai pas envie de me cacher. Je fais demi-tour et me dirige vers la porte principale en traversant toute la salle et passant devant les formateurs. Cet acte est minime mais ce sera mon acte de résistance.

Une personne me rejoint dans mon élan, d'autres me témoignent de leur soutien. Je regrette de ne pas avoir motivé d'autres personnes de la salle à sortir, mais je n'avais plus la force.

Cet évènement arrive après 5 jours de formation, descendante, infantilisante, blessante pour de nombreuses choses qui ne peuvent être résumées. Je suis en colère et déçue du manque de remise en question de la part des formateur·rices. J'ai la rage.

Alors oui, toutes les équipes de formation n'infligent pas cela à leurs stagiaires, mais est-ce un argument pour ne pas s'en inquiéter ?

Je suis en colère et déçue du manque de remise en question de la part des formateur.rices

Une chose est sûre, mon foulard bleu blanc rouge* restera au fond de mon tiroir, et ne sortira pas. Aujourd'hui, j'ai honte de mon mouvement.

Châtaigne

*distinction chez les SGDF signifiant une appartenance à une équipe du national SGDF ou un statut de "chargé·e de mission"

A ton tour?

Partage tes expériences :
allume-feu@tila.im
ou dépôt anonyme sur le site
https://allume-feu.tila.im

Actu

PETIT POINT SUR LES LUTTES DE L'ANIMATION ET DE L'ÉDUCATION

lajules

Quelles sont les conséquences d'une journée de mobilisation nationale des animateur·rices en milieu scolaire ?
Des enfants qui restent à la maison, des parents en télétravail et des travailleur·euses insatisfait·es. Il est important de noter que les enfants subissent aussi les conditions de travail déplorables des personnes travaillant dans l'animation, du personnel de l'éducation.

Quoi, quand, où, pourquoi ?
Après des périodes de très grands creux pendant les différents confinements, le secteur de l'animation s'est mobilisé pour demander une amélioration de leurs conditions d'emploi, de meilleurs statuts, des formations adéquates, ou encore de plus stables et plus importantes rémunérations. Depuis novembre 2021, il y a eu plusieurs appels à la grève nationale: le 19 novembre, le 14/15 décembre et pas plus tard que la semaine du 8 mars 2022 ! La mobilisation a pris de l'ampleur dans des villes comme Paris, Nantes, Strasbourg, Toulouse, Grenoble, et quelques autres encore.

Concrètement, les conditions de travail des travailleur·euses sont mauvaises, que ce soit pour les animatrices et animateurs, mais aussi les ATSEM, AESH, autres métiers du périscolaire et des personnels de l'éducation.

Entre des projets de loi désavantageant (loi Victory), le « Projet Educatif Territorial » (PEDT, passé en janvier qui permet aux municipalités d'augmenter le nombre d'enfants par animateur·ice), et les réponses décevantes apportées par la secrétaire d'état Sarah El Haïry, qui proposait des aides pour que les jeunes passent davantage le BAFA.
Elle passe ainsi à côté de tout l'enjeu car : « *il s'agit d'un travail, que ne peuvent pas effectuer des étudiant.e.s au cours de l'année scolaire, et non simplement un job d'été* ».

Parmi les attentes et les revendications des travailleur·euses, il y a bien évidemment à corriger le caractère précaire lié à la rémunération. A titre d'exemple, une ancienne scoute devenue AESH décrit : « *Nous débutons avec un salaire à 750€/mois pour 24h/semaine, lissé sur l'année car les vacances scolaires ne sont pas payées. Ce salaire, en plus d'être sous le seuil de pauvreté, ne tient pas compte du niveau d'études ou de formation des AESH* ».
Mais ce n'est pas l'unique raison de mobilisation : les heures de préparations qui pourraient être comptées dans le temps de travail, les contrats d'embauche qui pourraient passer de CDD à des CDI, des offres de formations reconnues comme professionnalisantes (ce que ne sont pas les formations BAFA), etc.

Pourquoi parler de ça ici ?
Le scoutisme entre dans la classification des ACM (Accueils Collectifs de Mineur·es) et fait donc partie du domaine de l'animation.

Même si les statuts des personnes dans les mouvements scouts sont pour grande majorité bénévoles, cela ne nous empêche pas d'être solidaires des luttes qui s'ouvrent ces derniers temps en France.
Cela nous permet même de ré-affirmer à quel point accompagner des enfants dans leur évolution EST une priorité qui exige des moyens.
S'occuper d'enfants et leur proposer des animations de qualité au quotidien ne relèvent pas seulement du bénévolat. Il s'agit d'un secteur d'activité en voie de disparition tant le cadre autour de ces métiers n'est pas propice. On lâche rien !

Fripouille Moustachu

TÉMOIGNAGE DE GUILLEMETTE, ANCIENNE SCOUTE

Je me permets de vous écrire pour vous faire part des conditions de travail des AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap).

Nous débutons avec un salaire à 750€/mois pour 24h/semaine, lissé sur l'année car les vacances scolaires ne sont pas payées.
Ce salaire, en plus d'être sous le seuil de pauvreté, ne tient pas compte du niveau d'études ou de formation des AESH.

Le temps partiel n'est pas choisi mais imposé se calquant seulement sur la présence des élèves en classe.

Or selon le profil / handicap de l'enfant, il y a besoin de temps pour se former, pour faire des recherches et des adaptations aux leçons, exercices et évaluations, ainsi que d'un temps pour l'accueillir le matin ou l'accompagner à la cantine, aux toilettes, ou le soir pour son départ. Tout ce temps n'est pas pris en compte.

D'autre part, la gestion des AESH se fait maintenant selon des PIAL (NDLR : pôles inclusifs d'accompagnement localisés : des regroupements d'écoles ou établissements), et pas au niveau de l'école. Nous pouvons donc intervenir sur plusieurs établissements (temps de transport), plusieurs classes pour plusieurs élèves. Il n'y a donc pas de continuité dans l'accompagnement proposé qui se retrouve être un accompagnement en "gruyère".

Nous ne pouvons pas vérifier avec chaque enfant pris en charge s'il a bien compris ses leçons, noté ses devoirs, fait son cartable, et surtout son niveau de compréhension des notions, s'il a besoin d'adaptation, d'explications plus approfondies. L'aide apportée manque de cohérence.

Enfin, lorsqu'un AESH peut être éligible à un CDI, après deux contrats de 3 ans en CDD, ses années d'ancienneté, soit 6 ans, ne sont pas prises en compte.
Il y avait pourtant des propositions très pertinentes dans la loi Victory, passée en commission le 12/01/22, mais complètement vidée de sa substance avant d'être votée par l'assemblée nationale le 20/01/22.

Dans l'espoir que vous tiendrez compte de nos demandes d'amélioration de notre situation, de la création d'un véritable statut et d'une grille indiciaire cohérente pour ce métier de l'accompagnement du Handicap en milieu scolaire.

LES CEE

“ Depuis plusieurs années, le métier se professionnalise sans être pour autant revalorisé, ni économiquement, ni symboliquement. Un des meilleurs exemples est sans doute celui des contrats d'engagement éducatif (CEE). Ils ne dépendent pas du Code du travail mais du Code de l'action sociale et des familles, et prévoient une rémunération minimum de 23,06 euros brut par jour. « *C'est inadmissible. Ces contrats sont l'héritage d'une époque qui est aujourd'hui révolue. Les professionnels du métier ne peuvent plus accepter ça* », souligne Nathanaël, animateur à Caen. ”

(Extrait de Bastamag, 14/12/2021 "En première ligne mais « invisibles » : les animateurs en grève pour la reconnaissance de leur métier")

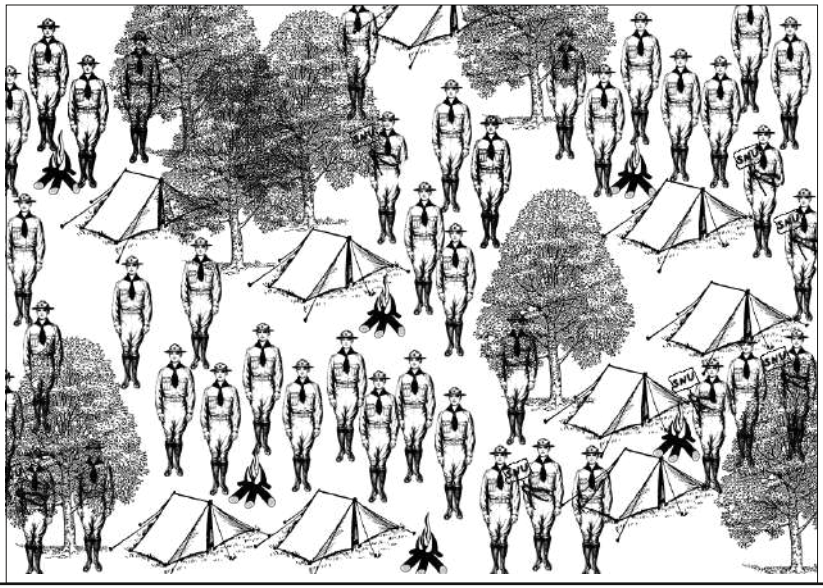
Pour s'informer ou continuer à s'organiser ensemble : le collectif **France Animation en Lutte** s'est monté et il est notamment très actif sur Facebook.

Y a de la place

PETIT JEU

Malgré l'évidente contradiction entre « l'engagement obligatoire » du Service National Universel (SNU) et les principes mêmes du scoutisme, on sait qu'ils existent...

Sauras-tu retrouver combien de scouts pro-SNU se cachent sur ce camp ?



Si toi aussi, tu aimes (te) manifester

Tu peux écrire et dessiner dans le journal !

Par exemple, et si tu écrivais un article pendant ton camp ? Les recettes vegan ont-elles du succès ? Comment cohabites-tu avec tes co-chefs macronistes ? Ton imaginaire "tous en ZAD" plaît-il aux jeunes ?

Envoie ta contribution avant fin août
à allume-feu@tila.im ou dépose-la sur https://allume-feu.tila.im
(en précisant ton pseudo, et ton asso d'origine si tu le souhaites)

On peut mieux faire

MANIFESTE SUR LA PRÉCARITÉ DE NOS RESPONS

Pour une indémnisation adaptée

Nous, acteurs·ices de l'association des Eclaireuses et Eclaireurs de France,
Nous, engagé·es dans ce mouvement d'éducation citoyenne et populaire,
Nous, issu·es du scoutisme laïque,

Nous nous mobilisons face à la précarité des jeunes de 18 à 25 ans.
Ces jeunes, ce sont nos responsables bénévoles.

Déjà prégnante dans notre société depuis plusieurs années, la précarité des 18-25 explose du fait de la crise sanitaire.
Les chiffres sont alarmants :
- 1 jeune sur 6 a arrêté ses études
- 22% des jeunes sont au chômage, souvent sans aucun droit d'allocation ni droit au RSA
- 1 / 3 des jeunes a dû cette année renoncer à des soins médicaux
- 8 jeunes sur 10 déclarent subir des préjudices importants.

Concrètement beaucoup de jeunes ne parviennent plus à s'alimenter, à se loger, à se soigner.

La fermeture des bars, restaurants, institutions culturelles sont autant d'opportunités, de jobs ou de services civiques, en moins, autant de petits revenus supprimés. Les conséquences de la crise sanitaire cloisonnement nos jeunes dans une pauvreté inacceptable.

Cette pauvreté, nous souhaitons la dénoncer.
Cette pauvreté, nous en refusons la fatalité.
Il est temps aujourd'hui,
Il est temps pour Nous, Association d'éducation populaire et de scoutisme, d'agir.

Agissons pour :
- Sécuriser nos jeunes
- Lutter contre la précarité qu'iels subissent.
- Rester en cohérence avec nos valeurs et notre devoir de solidarité

Plus globalement, posons-nous la question de notre histoire, de l'avenir que nous souhaitons construire. Posons-nous la question de l'accompagnement que nous offrons à notre jeunesse, dans la philosophie du scoutisme.

Le scoutisme est né, il y a presque 115 ans, d'un homme qui a refusé d'abandonner une jeunesse dans sa pauvreté et sa misère.
Alors soyons cohérent·es. Reconnaissons l'engagement de nos respons', sous une forme qui puissent répondre pleinement à leurs besoins essentiels.
Osons défendre et protéger nos jeunes, nos responsables engagé·es. Osons imaginer, innover hors des sentiers déjà tracés. Osons rompre nos habitudes, faire un pas de côté, et évoluer vers un hors-piste salvateur.

Nous, responsables, parents bénévoles, adhérent.es engagé.es, déclarons, par ce manifeste, la nécessité de repenser la valorisation financière de nos animateurs·ices afin qu'iels puissent sereinement poursuivre leur engagement.

Remplissons notre devoir d'éducateur·ices populaires. Agissons sur nos territoires. Sollicitons nos élu.es des communes, départements, régions. Dénonçons unanimement cette précarité. Protégeons nos jeunes. Imaginons des leviers nouveaux.
Revendiquons une indemnisation adaptée.

*Ce manifeste n'a pas été écrit par la rédac', ni par l'asso des EEDF, mais il s'agit d'une contribution extérieure de personnes anonymes qui sont visiblement membres EEDF. Nous leur faisons confiance pour le respect de la mixité choisie des contributions sur ce numéro.

Pratiques pédagogiques

IMAGINAIRE ET ENGAGEMENT

nos fictions ont de la valeur

Aux EEDF, quand je suis devenue respons (cheffe) de branche éclé·es (scouts/guides 11-15 ans), on m'a immédiatement dit : « *tu vas voir, ça change des autres branches et avec eux, pas d'imaginaire* ».

Sauf que pour moi, dans l'aventure scoute, l'imaginaire ou le merveilleux, c'est un des éléments principaux de ce qui me fait vibrer, ce qui met en lien les jeux que l'on fait, les activités à l'année et le camp d'été, de ce qui crée du sens et de la valeur même, voire de ce qui fait continuité d'une branche à l'autre.

Et alors qu'on me dit que je m'occupe d'un âge, où l'identité est en pleine construction, où l'appartenance à un groupe est centrale, où la perception de son corps, de sa famille, de son système de valeurs et de son environnement change, je trouve vraiment que rejeter la fiction est une ineptie.

L'imaginaire, le merveilleux, c'est un des principaux éléments de ce qui me fait vibrer.

C'est non seulement un gâchis, mais ça veut dire aussi beaucoup sur la place qu'ont aujourd'hui les imaginaires dans nos groupes et nos activités.

J'ai toujours eu l'impression qu'il y avait deux positions majoritaires sur la pratique d'imaginaires. Ceux pour qui c'était un truc drôle qu'on pouvait prévoir entre adultes ou entre jeunes de plus de 15 ans parce qu'ils se prennent au jeu ; ou soit une activité pas super importante, mais qui fait plaisir aux plus jeunes, qui leur met des étoiles dans les yeux, et qui est de l'ordre du pur divertissement entre deux activités dites sérieuses. Or, pour moi, c'est absolument l'opposé de tout cela.
Déjà, il est important de repréciser ce que représente le scoutisme pour moi : ce n'est pas juste un centre aéré en pleine forêt divertissant où les enfants viennent s'amuser, ont droit à un joli conte avec une belle morale et puis dès le week-end fini, un retour à la réalité sans avoir à se préoccuper de rien jusqu'au prochain week-end.

Je sais que cette opinion n'est pas partagée par tous les groupes, ni au sein des mêmes mouvements, des mêmes pays, mais c'est ce que je défends : le scoutisme, c'est avant tout un engagement. Un engagement sur un groupe, sur des valeurs, sur des pratiques, sur des imaginaires collectifs. Car oui, pour moi, le scoutisme est un moyen de lutte, d'émancipation, de prise de conscience et de position, et l'imaginaire tant amoindri par certains est pour moi un outil.

VALEURS, REPRÉSENTATIONS ET IMAGINAIRES

Un outil, parce que, quand on produit un imaginaire, on ouvre une nouvelle porte, un nouveau champ des possibles, une troisième voie.

C'est en transportant tout un groupe dans un Cuba fictif à bord d'un bateau pirate commandé par une femme qu'on crée un nouvel imaginaire de ce que peut être une meneuse.
C'est lorsqu'on fait un imaginaire magique où le grand mage est un jeune respons qu'on réaffirme que l'âge n'est pas obligatoirement lié à la sagesse.
C'est quand on fait un groupe de fantaisie

SaCha

médiévale où les chefs de bande sont un couple gay qu'on réaffirme l'inclusivité et la normalisation de ce type de romances. C'est quand on diversifie nos imaginaires en se plongeant dans des époques, des périodes, des endroits, en s'étant véritablement renseigné sur la réalité historique qu'on ne reproduit pas les clichés européocentrés et racistes.

Donner une vision du monde, c'est aussi la politiser

Bref, c'est par l'imaginaire aussi que l'on apprend à communiquer les valeurs qui nous sont chères et qui nous renforcent.

C'est en étant cohérent que l'on finira par avoir une société anti-raciste, anti-sexiste, anti-queerphobe, anti-âgiste, anti-validiste, et j'en passe. Le changement passe aussi par nos pratiques.

C'est aussi en ayant une éducation plurielle et diversifiée qu'on fera des petits pas vers le « monde meilleur » que l'on veut voir naître.

FICTION, PROJECTION ET POLITISATION

Un des éléments qui me tient tout autant à cœur, c'est le fait d'avoir un imaginaire non seulement léché et attractif, mais c'est qu'il soit aussi mené par des gens tellement motivés que cet univers fictionnel soit vraiment complexe et réaliste.

Je ne parle pas du fait d'avoir un débat de deux heures pour savoir si telle fée bleue, venue de Mars pour guider notre quête afin de défaire le terrible tyran local, a des pouvoirs magiques basés sur de vraies théories biologiques et quantiques, ou si c'est incohérent - de toute manière pour moi la théorie quantique se rapproche plus de la magie que de quelque chose de tangible.

La question est plutôt: est-ce que je comprends le personnage, ses motivations, ses origines, ses combats, et donc est-ce que le monde qui m'est donné à voir est plausible. La suspension d'incrédulité marche en effet extrêmement bien sur moi, plus que sur d'autres de mes camarades, je l'avoue.

La question est plutôt: est-ce que je comprends le personnage, ses motivations, ses origines, ses combats, et donc est-ce que le monde qui m'est donné à voir est plausible.

Un exemple concret de ce que j'avance : lors d'un week-end intermouvement local, nous avons eu une incroyable cheffe SGDF qui nous a fait voyager dans un univers steampunk dans lequel nous avions, à la fin du week-end, compris les tenants et aboutissants, soit via les jeux et les personnages rencontrés, soit via des éléments de décors tels qu'un magnifique faux-article de journal qui expliquait la lutte locale autour d'une mine de charbon et ses implications dans la fiction. C'est ce genre de détails qui m'ont tellement poussée,

moi et mes camarades de jeu, à remettre en question le système capitalistique et totalitaire de ce monde pour finalement rejoindre le camp des égalitaristes à la fin de la quête.

Et là, mon exemple est politique parce que je l'ai explicitement développé au travers du vocabulaire militant, mais le propos n'est pas véritablement là.

Cet univers est politique non pas tant parce qu'il me donne spécifiquement à voir un univers qui tient debout, qui est différent du mien, et qui pourtant reflète étrangement bien certaines des problématiques que je vis au quotidien, mais surtout parce que cette politique de la fiction en miroir permet, à mon sens, de transposer des problèmes complexes en expériences étranges et merveilleuses qui permettent généralement de changer de perspective. Donner une vision du monde, c'est aussi le politiser.

SOLAIRE ET MILITANT, LE SOLARPUNK COMME FICTION DISRUPTIVE

Finalement, l'exemple que je vous ai donné au-dessus du steampunk est très sympathique, mais il s'ancre lui aussi dans certains problèmes que je vois avec nos imaginaires politiques (ou en tout cas avec ceux qui s'affirment franchement comme tels).

En effet, la suite d'univers dits « punk » sont généralement utilisés pour parler de problématiques actuelles (le capitalisme, le réchauffement climatique, les inégalités…).

Or, ces univers cyberpunk, steampunk, frostpunk… sont habituellement très efficaces quand il s'agit de parvenir à éveiller les consciences à un problème systémique précis, mais souvent manquent à offrir des alternatives pour pallier une problématique, voire changer les systèmes.

Ce défaitisme a pour objet de clore le débat – du moins au sein de l'imaginaire – sur un choix de type « *détruire le monde ou vivre dedans* ». Ce constat ne me satisfait guère, et après plusieurs discussions sur ces problématiques, j'ai découvert ce que certains appellent les « *hopepunk* », soit les univers plus utopistes, optimistes et idylliques. Attention, cela ne veut en rien dire qu'ils ne sont pas politiques. Le solarpunk par exemple, est un univers dans lequel l'énergie solaire est devenue la principale source d'énergie, où l'humain et la nature se sont rapprochés et où le low-tech est venu s'implanter en masse.

Cet imaginaire a pour atout de rester politique en offrant un miroir inversé de nos sociétés capitalistes destructrices d'environnement, mais il permet aussi de mettre l'accent sur des solutions concrètes voulues par le groupe : l'inclusivité, la vie en communauté, la décroissance et autres valeurs que vous pourriez transposer dans vos imaginaires. C'est disruptif tout en apportant des opportunités de découvrir des alternatives au monde dans lequel nous vivons pour toujours l'améliorer. C'est ce même solarpunk que nous avons découvert il y a peu que nous allons tenter de mettre en pratique dans nos activités locales, affaire à suivre.

L'imaginaire est à mon sens, un des outils les plus puissants que l'on puisse utiliser pour véhiculer des valeurs aux scouts.

Finalement, l'imaginaire est à mon sens, un des outils les plus puissants que l'on puisse utiliser pour véhiculer des valeurs aux scouts. Non seulement c'est une manière directe de ce que l'on veut représenter et promouvoir nos valeurs dans des environnements forts en émotions et en sens, mais c'est aussi une manière de lancer des débats plus profonds que ce à quoi l'on pourrait s'attendre, et ce, à tout âge et sur n'importe quel sujet.

Quand vos jeunes ados se détournent des jeux à imaginaires, permettez leur d'adopter une posture plus cohérente et symbolique qui permet de mettre en adéquation la pratique de l'imaginaire de ses valeurs.

Émerillon

Belette & Strapontin *

par Riri

** Belette & Strapontin, ça a été pendant longtemps le titre provisoire de ce journal. Le nom a été abandonné mais les personnages sont restés.*

Les recos

UN SEUL HÉROS LE PEUPLE

Un seul héros le peuple est un documentaire super prenant sur les soulèvements populaires de décembre 1960 dans le contexte des luttes pour l'indépendance algérienne, réalisé par Mathieu Rigouste.

« *En 1960, face à une répression militarisée, les classes populaires algériennes, avec parfois en première ligne des femmes et des enfants, surgissent depuis les bidonvilles et les quartiers ségrégués. Elles et ils mettent en échec la contre-insurrection et bouleversent l'ordre colonial. Voici aussi l'histoire de corps opprimés qui se libèrent par eux-mêmes et en dansant* ».

Il m'a marquée – entre autres – par le récit du rôle joué par les enfants et les ados dans cet épisode insurrectionel ! On peut le voir à prix libre (dont la gratuité) en ligne sur https://unseulheroslepeuple.org/

Maud

L'oreille qui traine *spéciale coulisses de la redac*

" Comme disait une grenouille primitiviste : Scribus mène à la haine de la technocratie, la haine mène à la rage, et la rage à la Révolution "

" je vous laisse à votre bonne conscience mais vous filez un mauvais coton, permettez-moi de vous le dire "

" On peut se dire qu'on fait un numéro avant l'été! Moi j'ai pas grand chose à faire à cette période à part mon mémoire. "

" c'est quoi la différence entre ceux qui font partie de la rédac et ceux qui n'en font pas partie ?
- ils sont beaucoup moins cool "

" On pourrait faire un badge "j'ai été cité-e dans les oreilles qui trainent" "

" Dans 5 ans on sera consultant-es* en autogestion (*résultats non garantis) "

On se pose des questions

ÇA A PÉTÉ ... ET MAINTENANT ?

Réflexions sur les tâches administratives et le cadre juridique dans la pratique du scoutisme

Peut-être que certain.e.s s'en souviennent, le 10 mars 2021 (oui oui, il y a un an), un gros centre de stockage de données a pris feu près de Strasbourg. Pendant plusieurs jours l'intranet SGDF (là où sont enregistrées et stockées les données de la plupart des adhérent.e.s de l'association Scouts et Guides de France) n'a pas pu être utilisé. Pendant cette période de réparation du centre, les pratiques du scoutisme étaient nettement perturbées et même ralenties.

On passe davantage de temps derrière nos ordinateurs plutôt qu'à courir comme des fous dans la forêt

Cet incendie à Strasbourg a été l'étincelle qui a permis à ma colère contre les démarches administratives imposées au SGDF, d'exploser. Je parle ici depuis mon expérience en tant que jeune, puis cheffe dans un groupe de SGDF (pendant 2 ans). Ça m'a amené à me poser pleins de questions sur l'augmentation des tâches administratives dans ce mouvement.

DEPUIS QUAND A-T-ON BESOIN D'AUTANT D'ENCADREMENT ADMINISTRATIF ?

Quand je parle de dossier de camp (dossier administratif qu'on doit remplir pour avoir le droit de partir en camp) à mon Papa, qui lui aussi a été scout (il y a fort fort fort longtemps), il ne comprend pas trop. Lui, il me parle des treks qu'il faisait en étant jeune, en montagne par jour de grand brouillard, par exemple. De ce que je comprends de ce qui se joue, c'est que l'on n'évolue plus dans les mêmes normes autour du risque. Comment on considère les risques aujourd'hui et comment on les considérait avant ?
C'est quoi les conséquences de ce changement de paradigme sur les risques, pour les bénévoles ? Et pour les jeunes et les familles ? Ma première réponse, là comme ça, c'est que, touxtes, on passe davantage de temps derrière nos ordinateurs plutôt qu'à courir comme des fous dans la forêt.

•Faire l'appel en début de réunion.
•Cocher des cases sur l'intranet, pour confirmer ou infirmer la présence de tel ou tel louveteau et tel responsable.
•Enregistrer les dates des réunions sur un calendrier sur l'intranet (en plus de les avoir déjà communiquées aux parents).
•Déclarer le nombre d'heures de réunion, comme de réunions de préparation.
•Réclamer les fiches sanitaires aux parents et aux enfants 3 fois par an.
•Remplir un dossier de camp à partir de mars pour un camp en juillet/août.
•Présenter une journée type avec des horaires précis à respecter.
•...

Peut-être que ces tâches ne coûtent pas à une grande partie des personnes qui les font, mais moi, elles m'ont beaucoup agacée.

Toutes ces actions obligatoires m'ont fait penser à la théorie des bullshit jobs de David Graeber. Dans son bouquin (*Bullshit jobs*), il développe (entre autres) l'idée qu'une partie des gens exercent des boulots administratifs qui ne sont pas indispensables à la société.

Ce qui est essentiel (selon lui, et pleins d'autres), c'est de manger, d'avoir un toit, d'être soigné.e etc.

Pour moi, cette théorie s'applique aussi aux activités du scoutisme. Ce qui est essentiel à mes yeux, c'est de jouer, de construire, de décider, etc., ensemble avec les louveteaux et les jeannettes (par exemple). Pas de passer des semaines à remplir un dossier de pièces et détails administratifs, et à devoir se faire aider parce que c'est tellement fastidieux que des jeunes chef.f.e.s ne peuvent pas s'en saisir seul.e.s.

Ces tâches pénibles volent de l'énergie à touxtes. Aux parents, qui doivent ramener les documents que les chef.f.e.s demandent plusieurs fois par an, aux enfants qui ont parfois la sensation d'être à l'école entouré.e.s d'un énième cadre très rigide, et aux chef.f.e.s qui perdent du temps à répondre aux exigences du mouvement, plutôt que de penser à des animations de folie et des imaginaires qui font grandir les jeunes.

EST-CE QUE CETTE PROTECTION ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE NE NUIT PAS AU DÉVELOPPEMENT DE CERTAINES COMPÉTENCES/CAPACITÉS DES JEUNES ?

En plus de faire perdre de l'énergie, qui pourrait servir ailleurs, le cadre juridique dans lequel s'inscrivent ces tâches administratives déclaratives ne permet pas aux chef.f.e.s de proposer une autre approche du campement, des raids et de la vie collective.

Dans le *Guide Réglementaire du scoutisme français* (notre petit livre rouge à nous), il y a, à mes yeux, des protections juridiques qui freinent le développement du vivre ensemble et du bon sens. Si bien, que cela fait perdre de vue certains objectifs et certaines valeurs pourtant portées par le mouvement et inscrites dans la pédagogie.

Parmi les propositions éducatives des SGDF, on trouve particulièrement les éléments de la méthode scoute suivants : l'apprentissage par l'action, le soutien adulte et la progression personnelle. Ces éléments sont restreints à divers moments, par exemple : il n'est pas possible d'autoriser les jeunes à faire du stop (peu importe leur âge, qu'iels aient 14 ou 16 ans).

Pour moi cela va à l'encontre de l'ambition des chef.f.e.s d'essayer de les aider à développer leur autonomisation, leur débrouillardise. En raid, après s'être perdu.e.s toute la journée et voyant la nuit arriver, il y en a pleins des jeunes qui ont eu recours au stop, sans pouvoir ensuite échanger sur leur expérience avec les chef.f.e.s. L'absence de cadre de confiance découle de l'interdit juridique. Interdire cette pratique ne permet pas aux chef.f.e.s d'établir un dialogue avec les jeunes sur les dangers et les avantages de l'auto-stop.

L'absence de cadre de confiance découle de l'interdit juridique

Ou bien, un autre exemple, les SGDF considèrent qu'il n'est pas autorisé de faire dormir les personnes assigné.e.s filles avec les personnes assigné.e.s garçons. Cette interprétation de la réglementation complexifie les rapports entre les genres et renforce une certaine binarité. D'un côté, cela fait comprendre aux jeunes que les échanges entre personnes hétérosexuelles ont donc beaucoup d'enjeux, tout en niant que les échanges entre personnes du même genre peuvent l'être tout autant. En plus, la mixité fait partie de la connaissance des autres, la compréhension des autres et donc favorise le vivre ensemble.

Sans nier l'utilité et la nécessité de certains outils numériques, comme l'intranet, il semblerait que l'on ait pu s'en passer.

Et du coup, pourquoi on réfléchirait pas, non pas à changer une énième fois l'interface, mais plutôt à repenser nos pratiques ? Parce que l'augmentation de l'administratif parmi les missions des chef.f.e.s ne me semble pas aller dans un sens intéressant à explorer.

Et de la même façon qu'un cadre juridique est indispensable, je trouve quand même important de signaler que les règles qui en découle, ne sont pas nécessairement en cohérence avec les objectifs éducatifs affichés.

Fripouille Moustachu

NOURRIR PLUS QUE DES VENTRES

La question des “régimes spéciaux” est souvent une grande question sur les camps. Qu’ils soient liés à des besoins de santé, des convictions religieuses ou politiques, des goûts, il peut y avoir au sein d’un même groupe une grande diversité de régimes alimentaires. Cette diversité est parfois un défi pour les personnes qui s’occupent de l’alimentation sur les camps, auquel les un·es et les autres font face avec plus ou moins de bonne volonté, de compréhension, voire d’enthousiasme !

Radio B, la radio du rassemblement pour les 40+1 du Hameau de Bécours des EEDF, s’est penchée sur cette question l'été dernier, en partant du principe que l’alimentation, c’est pas juste une question de nourrir des ventres, c’est aussi celle de comment on fait pour prendre soin du groupe et des personnes qui le composent.

Retranscription d’une discussion enregistrée entre Claire et Delphine, deux passionnées d’intendance, qui ont clairement choisi le camp de l’enthousiasme:

C’EST QUOI VOTRE APPROCHE DU SUJET ?

Delphine : j’essaie d’inverser la logique, c’est-à-dire de ne pas préparer pour des régimes “classiques” puis de penser ensuite aux végétarien·nes, sans lactose, etc. Donc à la place, j’essaie de voir si c’est possible de construire des menus qui vaillent pour tous les régimes, notamment sur les séjours courts.
Sur 5 ou 6 jours, on ne risque pas de carences majeures et ça permet aussi de faire des découvertes : pour les plats principaux, remplacer de la crème fraîche par des crèmes végétales, ça change pas le goût, ça permet de réduire la préparation d’un repas du côté de celles et ceux qui cuisinent.

Un prolongement de ça, c’est l’idée est de faire une base végétalienne pour tout le monde, et puis d’ajouter éventuellement des variations. Par exemple sur un équipage avec un enfant végétalien, un végétarien, et un qui mange de la viande : on peut avoir suffisamment de haricots rouges pour faire un seul repas pour tout le monde, et une autre fois ajouter un œuf pour le végétarien et celui qui mange de la viande.
Enfin, je joue beaucoup sur la découverte : sur un séjour on découvre beaucoup de choses, et donc aussi des choses sur l’alimentation.

Claire : un enfant qui mange bien et qui prend plaisir, il passe un bon camp, même si le grand jeu est raté. Dans cette logique, c’est important pour moi de trouver un équilibre entre cette découverte dont tu parles et les habitudes, pour ne pas être trop déstabilisé. Quelque part, on pourrait dire qu’il n’y a pas vraiment de régimes spéciaux, y a les habitudes alimentaires de chacun : ça amène pour moi l’importance de discuter avec tout le monde au début du camp, aussi parce que les régimes spéciaux peuvent être différents : sur du sans lactose ou sans gluten, parfois c’est possible à petite dose, ou “pour craquer” sur un gâteau super bon.
Savoir ça permet aussi de dire côté intendance, sur tel repas ce sera un plat unique pour tout le monde, ou là je sais qu’elle va en manger exceptionnellement, mais le lendemain, il y aura deux plats différents. L’idée c’est aussi de me faciliter la tâche en réfléchissant comme ça.

C’est vrai qu’au début, la multiplication des régimes alimentaires, ça m’a bousculé, il a fallu s’y faire. Ça demande effectivement de l’adaptation et plus de temps, mais disons que ça devient normal de le faire, donc on s’organise aussi en fonction et quelque part c’est assez passionnant de réfléchir à cela et

trouver comment faire pour que chacun se sente bien.

Delphine : Souvent pour les personnes qui n'ont pas l'habitude de cuisiner ainsi, ce qu'il manque c'est des recettes. Il faudrait que l'on partage davantage celles que l'on a et qui marchent en camp. Des éclés ("le cercle des gourmets oubliés") ont travaillé sur un livret de recettes.

On peut aussi se dire que se former, respos comme enfants, à l'équilibre alimentaire c'est très faisable puisqu'on se voit toute l'année. Ne serait-ce que de dire que les légumineuses c'est important parce que si tu remplaces la viande par des petits pois, ça ne marche pas pendant une semaine, c'est sûr. Ça peut réintroduire une forme de jeu dans l'alimentation : le brownie vegan à la betterave ou les croquettes de haricots rouges, il y a un côté fun.

EST-CE QU'IL Y A DES PETITS CONSEILS À DONNER ?

Delphine : j'aime bien jouer sur le "au choix" : quand tu fais un buffet, des salades composées, etc chacun peut piocher et choisir en fonction de ses habitudes, de ses besoins ou de sa curiosité. Je vais aller vers ça pour les camps longs, de plus en plus. Y a des enfants qui savent que c'est bon de manger des légumes mais qui supportent pas de manger des tomates ou des concombres crus : sur un camp d'été ça revient quand même souvent, donc laisser de la liberté permet aux personnes d'adapter elles-mêmes. Étrangement, c'est ce qu'on fait souvent pour les petits-dej, mais ça semble plus rare pour les midis et soirs alors que c'est tout à fait faisable aussi.

Claire : le bon conseil, c'est le goûter végan, ça permet d'en avoir qu'un pour tout le monde. Pour des gâteaux par exemple, il faut parfois s'être entraîné avant, mais ça marche très bien. Et puis ça ne change pas forcément quelque chose qu'il y ait du lait végétal plutôt que du lait de vache.

Delphine : parfois, les options végan sont aussi plus pratiques. Par exemple, emmener des œufs ou du beurre en itinérance, c'est pas évident. Mais avec du lait végétal et de la maïzena, c'est jouable, et tu peux prévoir de la béchamel ou des crêpes !

Propos recueillis par

Radio B.

Pour en apprendre davantage sur comment réduire son impact écologique à travers l'alimentation et en prenant plaisir à le faire, il y a le livret Z'écolo-miam : https://www.domainedelaplanche.org/wp-content/uploads/2021/06/Zecolo-Miam-good.pdf !

MOELLEUX AU CHOCOLAT VEGAN

La rédac a été invitée, pour parler de l'allume-feu, au rassemblement aîné EEUDF Canaan, qui se passait à la Planche, un centre EEDF. Elle en a ramené la recette suivante, goutée et approuvée:

200g de chocolat
5 càs d'huile de tournesol (8cl)
130g de sucre
200g de purée de courge butternut
70g de farine
1/2 sachet de levure (10g)

> Réaliser la purée de butternut
> Préchauffer le four à 150°
> Faire fondre le chocolat, mélanger avec l'huile, le sucre, la purée, la farine et la levure, en mélangeant entre chaque ingrédient
> Cuire et Miam

Interview

L'INTERVIEW EXQUISE ALINE ET LE MRJC

On interviewe des gens qui font des choses qui nous intéressent, et à la fin, on demande une question à poser aux personnes que l'on interviewera la fois d'après. Cette fois, parole à Aline, passée par le Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC).

C'est quoi, le MRJC ?
C'est une asso nationale, de jeunes de milieu rural, de 13 à 30 ans. Elle a été fondée en 1929 sous le nom de Jeunesse Agricole Catholique (JAC) et Jeunesse Agricole Catholique Féminine (JACF) : c'est un mouvement de l'Eglise catholique. Il y a environ 15% du budget qui en vient encore, c'est un chiffre en chute constante. À la base, l'idée c'était de créer le « *couple JAC* » : une forme d'élite sociale catho qui reste à la terre, sur le territoire et qui le fait vivre. Ca a beaucoup bougé depuis !

Dans les années 70, le mouvement a une approche révolutionnaire, y compris portée par les curés et les prêtres ouvriers, mais qui finissent par se faire rappeler à l'ordre. Depuis longtemps, on affirme des positions anticapitalistes explicites. Sur l'Église, il y a vraiment la décision d'y être car c'est important pour nous de faire vivre cette religion dans le mouvement (même si chacun·e la vit comme il·elle veut) et pour tenter de faire changer les choses de l'intérieur. Au quotidien, le rapport à l'Église et à la spiritualité est variable en fonction des territoires.

Comment les gens entrent au MRJC ? Ca a été quoi ton parcours ?
Il y a forcément des entrées par transmission familiale, mais moins qu'avant. C'est beaucoup de personnes qui viennent par des gens de leur réseau, les copain·ines ; ou des jeunes adultes via les postes permanents ou les formations.

Moi, j'ai un peu tout fait : j'ai grandi aux éclés (EEDF), j'ai fait mon BAFA aux SGDF, des séjours avec l' Eglise Protestante Unie, … Au MRJC, il y a cette pratique de l'interpellation : des gens se réunissent pour réfléchir à qui serait bien sur tel poste (bénévole ou salarié), et puis tu reçois un courrier. Moi, j'étais pas au MRJC, mais en 2014, j'habite dans le Tarn, je cherche du boulot, et c'est une copine qui m'en parle et par elle, j'ai reçu un courrier me proposant un poste. Puis 3 ans plus tard, j'ai été " appelée " pour un poste national. Maintenant, je suis revenue dans le Tarn, installée en GAEC sur une ferme, et je suis aussi au conseil municipal de mon village.

Quelles différences tu vois entre le scoutisme et les pratiques péda du MRJC ?
Une grande différence c'est la notion de ritualisation et d'appartenance. Les tranches d'âge, les codes vestimentaires, les symboles… ça n'est pas du tout présent au MRJC, au contraire même. Par exemple, on n'a pas de système d'adhésion. On fait partie du mouvement à partir du moment où on vient à une activité. On participe à l'AG à partir du moment où on y vient. Il n'y a pas cette notion d'entrée / sortie, et donc les parcours sont vraiment multiples, même si en ce moment, ça réfléchit à mieux structurer le parcours de formation.

Sur les activités aussi, c'est très peu modélisé si j'ai bien compris ?
Oui, contrairement au scoutisme, il n'y a pas cette idée de programme éducatif. Fondamentalement, la base du MRJC, c'est des jeunes qui se réunissent dans un village. Au collège, ça peut être se réunir pour faire des crêpes et des jeux, au lycée on va porter des projets plus grands, un festival, un séjour, aller à une manif… À 18 ans pareil, on continue à monter des projets, et souvent on prend aussi des responsabilités pour faire vivre l'asso. Tout ça dépend aussi des départements, des envies, des histoires locales.

Les avantages c'est la liberté. Le désavantage c'est que des personnes nouvelles peuvent se perdre, sans savoir par où commencer à s'engager.

La démarche qu'on retrouve fréquemment, c'est celle de l'Action Catholique : Voir, Juger, Agir, et Relire. Voir, c'est rencontrer, visiter, lire, se documenter… Juger, c'est analyser, mettre du sens par rapport à nos convictions. Agir, c'est faire des choix d'actions qui sont cohérents entre les envies du groupe et la réalité du territoire où on est. Relire, c'est pas juste un bilan, c'est vraiment comment moi je me suis placé·e, qu'est-ce qui m'anime et pourquoi je suis là sur ce sujet. Cette partie peut être vu sous le prisme de la spiritualité et/ou de la religion.

Qu'est-ce que ça implique pour les responsables, comme positionnement ?
En tant que responsable, le scoutisme est plus cadré, quelque part c'est facilitant. Mais au MRJC, il y a des trucs de fou qui naissent, une énorme diversité de projets, et cette idée très forte d'ancrage territorial : on ne fait rien qui ne soit pas adapté au territoire où on est.

Pour moi, c'est une vraie différence avec le scoutisme, cette finalité d'agir pour le territoire. Aux éclés par exemple, j'ai vécu des camps où je n'avais aucune notion d'où on était réellement. Au MRJC quand tu te déplaces, l'enjeu c'est vraiment de connaître le lieu, les gens, et de relire ça quand tu reviens. Te servir du territoire des autres pour enrichir ta vision du tien.

La gouvernance du MRJC est assez différente de celle des assos scoutes...

C'est vrai que déjà, on parle de militant·es, que les gens soient bénévoles ou salarié·es. Tous les postes de responsables (bénévole et salarié·e) sont sur des mandats de 3 ans. Tu peux continuer ensuite, mais en changeant de poste.
Et tu ne peux pas prendre un poste si tu as plus de 30 ans : 30 ans c'est la limite.

D'où le fait que le MRJC, c'est vraiment un mouvement de jeunesse en fait ; contrairement au scoutisme, où il n'y a pas cette limite statutaire, et où même originellement, il y a l'idée que des adultes pensent des programmes pédagogiques pour des plus jeunes...
Après, avec un peu de recul, je dirais que ce qui est structurant, c'est vraiment ce principe de rotation après 3 ans. 3 ans, c'est vraiment le temps du changement. Plus que la limite des 30 ans, car en fait peu l'atteignent, on peine un peu à mobiliser les 25-30 ans.

3 ans, c'est sur que ça pose des enjeux sur la transmission. Connaître l'histoire de l'asso pour pas refaire les même erreurs parce qu'on a oublié. Mais quand tu es là pour 3 ans, tu t'investis à cette hauteur, tu donnes beaucoup d'énergie. Ça fait un côté " thermomètre de la société ", avec des prises en compte très rapide des problèmes qui émergent. Y a pas trop de phénomène de vieux cons ou vieilles connes du coup.

Il n'y a pas de souci sur la fin des postes salariés ?
Pas vraiment. Les gens partent en rupture conventionnelle, iels le savent dès le début, c'est rare que ce soit problématique. Les seules exceptions, pour les 3 ans et les 30 ans, ce sont les postes " ressources ", c'est à dire comptable, RH, chargé·e de valorisation, c'est environ 5 personnes. Eux·elles n'ont pas de limite de contrat sauf le directeur, qui peut rester que 5 ans. Car comme c'est un poste important, s'il restait plus, il y a un risque d'accaparement du pouvoir, par le simple fait d'une meilleure connaissance du passé que le bureau en place (en mandat de 3 ans).

Plus largement, il y a très peu de hiérarchie des salaires (hors postes " ressources "). Globalement, c'est le SMIC + l'ancienneté, qui du coup est au max de 6 ans si tu fais deux postes différents. Quand tu es dans l'équipe nationale, tu es logée à Paris en plus, en compensation du coût de la vie et de ton déracinement. C'est clair quand tu vas au national : il y a cette idée de

sacrifice, que tu acceptes pour l'asso de quitter temporairement le territoire qui est important pour toi. On devient vite chauvin·e au MRJC !

Du coup, le CA ça marche comment ?
Le CA National, c'est des représentant·es envoyé·es par les départements. Le Bureau c'est les personnes " appelées " en équipe nationale par le CAN. Les membres du CAN sont bénévoles et ceux·celles du Bureau sont salarié·es et vivent à Paris. L'AG confirme ces gens-là par vote ensuite. Les CA locaux, c'est des gens élus par l'AG départementale.

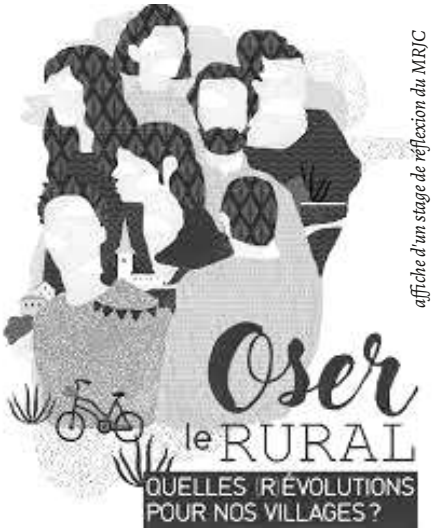
Le MRJC a pris position tôt contre le Service National Universel (SNU), comme les autres assos du Forum Français de la Jeunesse, c'est à dire les associations gérées par des jeunes.
Oui. Au-delà de la problématique militaire, et de l'engagement obligatoire, le SNU traduit vraiment une vision négative de la jeunesse. Avec cette idée de : il faut occuper les jeunes, un truc entre la jeunesse désœuvrée et la jeunesse dangereuse.
Alors qu'il y a vraiment une forme d'éducation citoyenne à penser, sur l'arrivée dans le monde autonome : les bourses, la sexualité, les recherche d'appart, quand je sors du lycée ou du CAP, comment je peux me débrouiller, tout ça. Mais c'est pas ça l'idée, là. Ça rejoint cette approche du refus du RSA avant 25 ans, cette idée que quand t'es jeune, faut que t'en chies et qu'on a le droit de t'imposer des trucs car t'es pas encore " adulte ".

Quand tu siégais au CESE*, tu as parlé de ta vision de l'éducation populaire dans une vidéo, est-ce que tu peux développer ?
Pour moi, il doit y avoir une dimension de transformation sociale. L'idée que les personnes qui sont le public aient vocation à devenir les décideur·euses rapidement.

Or, dans beaucoup d'associations " d'éduc pop " où les gens font carrière, ce mouvement n'existe pas, voire est impossible. Ça devient de l'action sociale, et plus de l'éducation populaire. C'est important d'être dans une structuration qui soit pensée par et pour, pas juste pour…

Dans cette logique, la non-mixité en âge du MRJC, ça permet d'aller plus fort, plus haut, plus loin, et d'être une passerelle : que les gens soient piqués par la mouche de l'engagement, que ça donne le goût : et alors tu peux rejoindre la société plus large et y faire vivre tes engagements.

Au MRJC d'ailleurs, c'était assez drôle quand d'autres espace de non-mixités (de genre, LGBT, etc) ont été proposés. Certain·es ont trouvé ça problématique au début, mais c'était facile de rappeler que nous on faisait déjà de la non-mixité de jeunes depuis 90 ans. Et donc de faire comprendre cette notion d'empowerment, de l'importance d'avoir des espaces entre pairs pour te préparer aux espaces de mixité. Quand tu y vas après, tu es beaucoup plus ancrée.



affiche d'un stage de réflexion du MRJC

Est-ce que d'après toi, la notion d'interculturalité ville / campagne a un sens ?
Le MRJC c'est des jeunes ruraux, mais qui pour beaucoup ont été faire un bout d'études à la ville. Les jeunes qui restent complètement à la campagne n'ont dans les faits pas la même place : on les trouve dans les groupes de

* CESE : Conseil Economique Social et Environnemental
Pour voir l'interview d'Aline sur l'éduc pop (4mn50) : https://youtu.be/5bxhJqJ-f2Y

jeunes en local, mais peu à prendre des responsabilités dans l'asso ensuite. Durant ce moment des études en ville, les ruraux se retrouvent souvent entre elleux aussi, parce qu'il y a un rapport à l'espace, des fonctionnements, un peu différents.

On établit souvent un lien avec le vécu des jeunes des quartiers urbains. Il y a l'évidence qu'on partage certaines réalités : l'éloignement des centres d'activité, des services publics, du délaissement de l'État, le chômage, ça nous donne des réalités de vie avec des points communs. Le petit côté chauvinisme du quartier qui en découle aussi. Mais l'autre évidence, c'est qu'on a pas la même image médiatique.
Les jeunes ruraux n'ont juste pas d'image médiatique, ceux des quartiers ont celles d'une jeunesse dangereuse. Ça a des conséquences concrètes, sur la lutte et la colère, et sur une possibilité différente d'avoir prise sur les choses.
Les jeunes ruraux, on s'en fout, du coup c'est dur d'attirer l'attention. Mais le rural c'est aussi l'espace des possibles. Si tu habites sur place, le cercle vertueux en milieu rural peut aller vite. Tu es quelques un·es, tu vas voir le maire, ça se fait. Il y a une forme de solidarité liée à la complexité partagée de vivre là.

Propos recueillis par Maud

Genre & Sexualités

SEXISME EN CAMP

On est en avril 2018 et la Caravane (nom de l'unité des 14-17 ans aux SGDF) coéduquée dont je fais partie se compose d'une quinzaine de garçons et de seulement quatre filles.

Sur proposition de nos chefs (terme employé car il s'agit exclusivement d'hommes) – qui sont alors trois bons copains d'environ 23 ans et ayant fait toutes leurs années scoutes ensemble – nous nous jumelons pour le camp avec une Caravane autonome : huit filles super motivées pour partir avec nous faire un camp de deux semaines en Bretagne.

Jusqu'ici tout va bien, on réussit même à recruter une cheftaine qui n'a pas d'expérience dans le scoutisme mais a pour elle (entre autres) de féminiser un petit peu la maîtrise (groupe des chef-taine-s nous encadrant).

Mais alors que le camp commence, je me retrouve rapidement en confrontation avec mes chefs, estimant leurs comportements injustes envers nous, les filles.

En effet, les multiples remarques « *humoristiques* » – provenant principalement des trois chefs – tournant les filles en dérision (est-ce encore utile de donner des exemples ?) me donnent le sentiment que la posture des chefs n'est pas adéquate et ne correspond pas à ma vision de la coéducation (qui, à l'inverse de la mixité, doit prendre en compte la différence entre les filles et les garçons et agir de manière adaptée avec chaque jeune).

Le modèle masculin est pris comme la norme

Ici, le modèle masculin est pris comme la norme et nous, les filles, devons-nous y adapter (dans le cadre de jeux nécessitant une certaine force physique par exemple, ce qui nous désavantage par rapport aux garçons).

En outre, la nouvelle cheftaine est très mal intégrée au reste de la maîtrise ce qui, selon moi, est représentatif de l'ambiance générale du camp. Par la mise à l'écart de notre cheftaine, j'ai alors l'impression que nos

chefs écartent la figure de la Femme du camp. Mes efforts pour discuter avec mes chefs sont vains et leurs comportements ne changent pas.

Nous en discutons entre filles dans nos équipes, mais il semble alors que je sois la seule à vivre aussi mal ces remarques et échanges. Les autres Caravelles (nom des filles dans la tranche d'âge des 14-17 ans aux SGDF) passent l'éponge et ne souhaitent pas affronter les chefs. Pire pour moi, elles rient aux « *blagues* » et adoptent certains comportements leur permettant de rentrer dans le moule façonné par et pour les garçons.

C'est une fille, ça pleure, c'est rien

Je me sens donc très seule avec mes interrogations, mon sentiment profond d'injustice et ma colère en découlant.

L'illustration finale de cette oppression a lieu durant le dernier jour du camp : alors que nous démontons les tentes sur pilotis, je tombe du cadre de celle-ci (situé alors à environ deux mètres du sol) sur mon poignet qui, dans les minutes qui suivent, enfle et se colore en un joli camaïeu bleu.

Alors que je me trouve dans la tente infirmerie, les chefs avec qui je me suis battue tout au long du camp débattent de mon cas et affirment qu'il n'est pas nécessaire de m'amener aux urgences pour soigner mon poignet car, je cite : « *C'est bon on ne va pas l'amener aux urgences parce qu'elle a mal au poignet, c'est une fille, ça pleure, c'est rien* ».

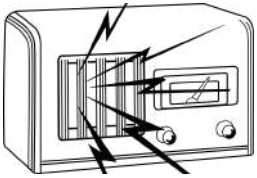
Résultat des courses : j'ai une double fracture, un plâtre pour deux mois et des chefs définitivement sexistes.

Il est clair que mes chefs ont grandi dans une forme de scoutisme bien plus traditionnelle et conservatrice (les idées sur les rapports entre les femmes et les hommes allant de pair avec cette approche) que celle dans laquelle je me trouve. Il y a donc effectivement un décalage entre nos visions, ce qui ne justifie pas leurs comportements à mon goût mais leur donne une explication.

Après avoir constaté que les discriminations envers les femmes sont encore très présentes au sein du scoutisme, je questionne la posture d'éducateurs de mes chefs. J'estime alors que, même dans le cas où nos idées divergeraient, leur rôle est d'accompagner les jeunes qu'ils encadrent dans leurs questionnements et leur évolution personnelle.

Comment se fait-il alors que je vive ce camp en me sentant en décalage avec la mentalité du groupe, sans trouver un interlocuteur aidant au sein de la maîtrise ?

Coquelico



La rédac de l'allume-feu a été invitée dans le podcast **Parlons Péda**, autour de ce questionnement : « *Scouts et anarchistes, ou comment réconcilier l'inconcevable* ». Pour écouter l'émission, par ici >> https://parlonspeda.fr/scout-anarchiste/

Genre et sexualités

LES SGDF ET LA NOTION DE GENRE

L'évolution du positionnement du mouvement des Scouts et Guides de France sur la notion de genre.

La notion de genre a été intégrée au fil des années au sein des supports pédagogiques publiés par les équipes nationales SGDF.

En 2009, lors de la publication des premiers manuels pédagogiques SGDF nommés Guide Pour le Scoutisme (GPS), les auteur·ices présentent une différenciation de ce qu'iels définissent comme « *les deux sexes opposés* » par leur physique, leur personnalité, leurs envies, etc. Sur la dixième page du GPS publié pour la branche Scout-Guide, iels y indiquent qu'une « *fille de 14 ans et un garçon de 11 ans n'ont pas les mêmes préoccupations, les mêmes envies* ». Iels expriment ainsi l'idée que les filles ayant entre 11 et 14 ans seraient à la recherche « *d'intimité, de soutien affectif [et] les garçons [de] complicité* ».

Au-delà de ces descriptions/différenciations des personnalités des scouts et guides, la terminologie utilisée est intéressante. En effet, les auteurs·ices utilisent le mot « *sexe* » à treize reprises pour définir l'identité de genre des jeunes. Le terme genre a été énoncé une fois lorsque les auteur·ices expliquent qu'entre « *enfance et adolescence, le saut est grand [...]. C'est encore plus vrai quand on ajoute le genre* ». Aucune définition n'est donnée de ces deux termes, mais on déduit à travers cette dualité, bien que le mot « *sexe* » soit utilisé en majorité, l'existence d'un questionnement autour de ces notions.

Ce questionnement a été de nouveau visible quelques années plus tard. On remarque notamment l'organisation, le 8 mars 2012, du colloque *Éduquer des garçons et des filles, la question du genre au cœur des pratiques éducatives* à Paris, par les équipes nationales du mouvement. Lors de ce colloque, deux spécialistes, Martine Court et Rebecca Rogers, respectivement sociologue et historienne de l'éducation, sont intervenues sur cette problématique. Il ne me semble malheureusement pas qu'il y ait eu de publications écrites.

Cette réflexion portée sur les notions de genre et sexe se remarque ensuite en 2013 lorsque les équipes nationales du mouvement ont publié une « *2ème édition revue et augmentée* » du GPS pour l'unité Scout-Guide. Au sein de cette réédition publiée quatre ans plus tard, les auteur·ices indiquent qu'iels ont choisi de « *ne pas spécifier les changements selon le sexe afin de ne pas accentuer les représentations caricaturales* ». Iels appliquent une pédagogie appuyée sur les « *caractéristiques du jeune, et non [sur] le fait d'être de genre masculin ou féminin* ». Au-delà de l'utilisation toujours binaire des termes « *sexe* », mentionné onze fois, et « *genre* », mentionné deux fois, c'est l'ensemble de la perception du genre et du sexe que les auteur·ices redéfinissent.

Iels décident ainsi de ne plus différencier la personnalité des garçons et des filles sur leur simple sexe ou genre. Iels expliquent qu'établir une différenciation selon les sexes/genres « *fait toujours courir le risque du simplisme et de l'étiquetage* ». Cette réédition exprime ainsi une nouvelle perception des notions de genre et d'identité au sein des Scouts et Guides de France. Cette représentation se concrétise par une présence croissante de questionnements sur ces notions de genre et de sexualité, au sein du mouvement entre 2010 et 2015.

HOMME– FEMME, ÉDUQUER DES GARÇONS ET DES FILLES

Cela s'est notamment concrétisé au sein du mouvement en 2014, suite à la constitution du groupe de travail *Homme- Femme, éduquer des garçons et des filles* ayant pour objectif d'étudier les problématiques liées au genre au sein du mouvement. Ce groupe de travail a été fondé par Caroline Le Gac de Lansalut et Anne-Claire Huet, co-autrices des supports pédagogiques nommés précédemment. Ce groupe de travail a ainsi été à l'initiative de nombreux supports pédagogiques autour de la notion de genre. En 2017, le dossier *Une éducation libérée des stéréotypes de genre : mission impossible ?* est publié afin de rappeler aux *« chefs et cheftaines [qu'iels] ont un rôle essentiel à jouer dans la lutte contre les stéréotypes de genre au sein de leur unité »*.

Cette même année, un article est publié sur le site internet du mouvement pour célébrer la Journée Internationale de la Fille. Dans cet article, le mouvement cite plusieurs recommandations pour mettre fin aux stéréotypes de genre liés aux tranches d'âges. Pour ces dernières, il s'appuie sur différents documents SGDF précédemment publiés mais aussi sur diverses ressources extérieures. Le mouvement des Eclaireurs et Eclaireuses de France (EEDF) et l'Association Mondiale des Guides et Eclaireuses (AMGE) sont ainsi cité·e·s comme références pour lutter contre les stéréotypes de genre.

Une dualité semble préexister au sein des SGDF

À la fin de l'article, ce sont deux sources, non liées au scoutisme, qui sont nommées *« pour avoir plus d'informations »*. L'association du *Centre de Liaison des Équipes de Recherche sur l'amour et la famille (CLER)* et l'association *EnAvantToutes « qui lutte pour l'égalité femmes-hommes et la fin des violences faites aux femmes et aux personnes LGBTQI+»* sont citées. Bien que ces deux associations semblent avoir la même volonté de parler de sexualité et de relations, les idées diffusées par chacune d'entre elles s'avèrent profondément opposées.

C'est cette dualité, représentée à travers ces deux liens, qui semble préexister au sein des SGDF. En effet,

cela transparaît à travers le développement de questionnements pédagogiques autour de cette notion de genre tout en souhaitant soutenir une pensée traditionnelle de binarité Homme/Femme.

MISE EN PLACE DE L'OUTIL NONMAISGENRE!

En parallèle de ces publications, en 2015, le groupe de travail *Homme-Femme, éduquer des garçons et des filles* publie l'outil *NonMaisGenre!*.

Cet outil me semble particulièrement intéressant à mentionner dans cet article. Il est présenté sous forme de cartes et propose de mettre en place un débat après la lecture de la carte pour *« offrir aux jeunes une occasion de prendre du recul sur [...] leurs idées reçues sur leur vécu en termes de :*
- corps, sexualité et vie affective.
- comportements et manières de penser, liés au genre ».

Les thèmes abordés sont divers : la sexualité, les orientations sexuelles, le corps/l'intimité, la vie affective, la pornographie, les abus sexuels et les stéréotypes de genre. À travers la publication de cet outil, on perçoit que les équipes nationales perpétuent cette volonté d'aborder les notions de genre et de sexualité au sein du mouvement. Au-delà de cette volonté, cet outil, mentionné et parfois offert lors des formations BAFA, incite les chef·taines du mouvement à aborder ces thématiques auprès et avec les jeunes.

Pour accompagner ces 52 cartes, les auteur·ices du mouvement ont développé un livret de 56 pages indiquant les réponses à

donner lors de la mention de chacune des cartes. Pour répondre aux 16 cartes mentionnant des stéréotypes de genre, les auteur·ices s'appuient notamment sur des études, bien que non sourcées, pour contredire ces stéréotypes. Malgré l'absence de certaines thématiques liées au genre, cet outil semble avoir permis à cette période d'aborder les notions de genre et de sexualité au sein du mouvement SGDF.

Une volonté de ne pas créer de clivage à l'intérieur même du mouvement sur ces enjeux politiques

2016-2020 : MÉDIATISATION DE LA « THÉORIE DU GENRE »

Entre 2016 et 2020, très peu de nouveaux documents ont été publiés par l'ensemble du mouvement sur les notions de genre et de sexualité. Cette période qui semble ainsi fermée n'est pas anodine puisqu'elle se situe dans un contexte d'injonctions, de la part de l'Église et d'une partie des catholiques, contre la dite « *théorie du genre* » et la légalisation de la PMA.

Lors de ces mobilisations, le mouvement SGDF n'a pas souhaité y prendre publiquement part, rappelant ainsi sa volonté première de ne pas être un vecteur de positions politiques. Cependant, différentes critiques ont été émises à son égard durant cette période.

On se rappelle notamment de la médiatisation produite par le média *Valeurs Actuelles (1)* dénonçant la mention de « *la cause LGBT* » dans une lettre transmise à Michel Blanquer lors du rassemblement *Connecte* en 2019. Face à ces accusations, les réactions des membres des équipes nationales ont été diverses.

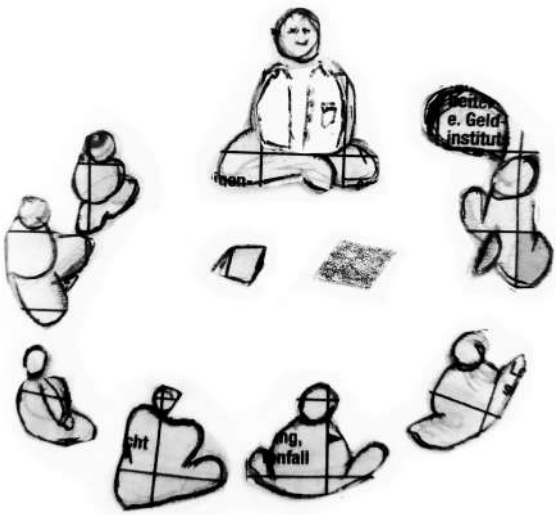
Néanmoins une volonté générale a été émise de ne pas se positionner publiquement dans le débat public contre la théorie du genre. Cette décision n'est ni surprenante ni anodine. Elle reflète une volonté de ne pas créer de clivage à l'intérieur même du mouvement sur ces enjeux politiques.

ET MAINTENANT ?

Le genre reste une thématique abordée au sein du mouvement par les chef·taines et les jeunes. L'outil *NonMaisGenre!* semble ainsi être l'un des supports pédagogiques majeurs pour évoquer ces notions dans le cadre d'activités SGDF.

Toujours utilisé par de nombreux·euses chef·taines, il pourrait cependant nécessiter une mise à jour. En effet, différentes critiques peuvent être émises envers l'aspect parfois évident de certaines cartes et l'absence de certains sujets liés au genre ou à la sexualité.

Illus par Ner



En ne mentionnant que les cartes liées à la notion de genre, on remarque notamment que l'ensemble de ces seize cartes évoque des stéréotypes de genre. Seule une carte fait allusion à l'existence de remarques sexistes. Aucune carte n'a été créée pour d'autres thématiques comme l'existence d'autres identités de genre ou celle d'assignation de genre.

LE GENRE SOUS LE PRISME DIVERSITÉ&INCLUSION

Aujourd'hui, les notions de genre et de sexualité ne sont plus évoquées par le groupe de travail *Homme- Femme, éduquer des garçons et des filles* qui semble avoir pris fin il y a quelques années. Elles sont désormais abordées par l'équipe nationale *Diversité Inclusion*, autrice du nouvel outil nommé *Les équipes de la diversité* publié en 2020.

Cet outil composé de 35 cartes, représentant chacune un·e personnage avec une problématique, aborde sept thématiques différentes. L'une des thématiques est nommée « *Affectivité et sexualité* » et regroupe cinq cartes : Juliette, homosexuelle ; Inès, bisexuelle ; Kevin, homosexuel ; Luc, témoin de diffusion de vidéos pornographiques dans sa tribu et de Camille, non-binaire qui aborde la question de la binarité des couchages.

Contrairement à l'outil *NonMaisGenre!*, celui-ci n'est pas accompagné par un livret de réponses à ces problématiques. Les auteur·ices mentionnent que l'objectif de cet outil est de se questionner sur « *à quel point [les chef·taine·s et jeunes] seraient désireux et capables d'accueillir le personnage décrit dans la situation* ».

Seule la carte de Camille mentionne la notion de genre. Elle aborde ainsi la thématique de l'accueil des personnes non-binaires dans le cadre de week-end et camp scout. Camille raconte ainsi qu'iel est heureux·euse de pouvoir dormir seul·e lors de ces temps scouts. Ainsi, implicitement une réponse est présentée aux chef·taines lisant cette carte et se questionnant sur cette problématique. La mention d'une identité de genre autre que Homme cisgenre/Femme cisgenre est pertinente à souligner.

Cependant, la notion de genre est très peu présente dans ce support pédagogique. Elle est ici seulement définie comme l'une des sources de discrimination parmi toutes celles que peuvent subir les Scouts et Guides. Cela semble ainsi refléter l'objectif de cette équipe « *de promouvoir la diversité et la non-discrimination* ».

Sur le site internet du mouvement, iels font notamment une liste de ces dernières en rappelant que :
« *toutes les différences doivent pouvoir trouver leur place au sein de l'association. Jeunes et moins jeunes, hommes et femmes, quels que*

soient leur appartenance ethnique, leur milieu socio-économique, leur philosophie, leurs aptitudes et handicaps, leur langue, leur religion, leur orientation sexuelle, leur secteur géographique, leurs expériences, leurs points de vue, leur état de santé, leur environnement, sont les bienvenus dans l'association.2 ».

On perçoit ainsi que les équipes nationales du mouvement ont souhaité maintenir cette volonté de ne plus aborder le genre et les orientations sexuelles comme des thématiques centrales de supports pédagogiques. La médiatisation de ces différentes notions semble avoir inscrit encore aujourd'hui cette nécessité pour les équipes nationales du mouvement SGDF.

Cependant, différent·es membres de l'association demandent un engagement plus fort de la part des équipes nationales sur ce sujet. Le 18 février dernier, lors de la mise en place de la plateforme de « *droit de pétition pour l'AG 2022* », un·e adhérent·e du mouvement a déposé une résolution nommée « *Pour une inclusion effective des personnes LGBT+ aux SGDF* »3.

Signée par plus de 250 membres du mouvement, cette résolution appelle les responsables nationaux à la création « *d'outils pour les jeunes et les chefs* », « *de formations dédiées pour les responsables de groupes, les responsables territoriaux et nationaux, ainsi que des ateliers dédiés dans les formations des chef·taine·s* » et « *la mention explicite de l'inclusion des personnes LGBT+ et du principe de non-discrimination à leur égard dans le plan d'orientation* ».
Iels reprochent « *le flou qui entoure la position du mouvement sur les questions LGBT+* ». Iels rappellent ainsi que cette demande se situe en adéquation avec les engagements déjà pris par « *certains mouvements du Scoutisme Français et également dans les politiques de l'OMMS et de l'AMGE* ».

Cette demande souligne ainsi une remise en question de ce positionnement pris par les équipes nationales d'absence de mention publique des notions de genre et d'orientation sexuelle. Aujourd'hui, soumise à une étude de recevabilité et au Conseil d'administration, cette résolution pourra être rendue publique et votée lors de la prochaine Assemblée Générale du mouvement. Si elle est acceptée, cette résolution pourra souligner la reconnaissance d'une nécessité d'aborder ces thématiques et de soutenir les personnes concernées, notamment dans le cadre d'un mouvement de jeunesse.

Jeanne

---

1. Chevillé, Michel. 2019. Jamboree très gay-friendly chez les Scouts de France. Valeurs
2. SGDF, Notre politique diversité. Site internet : https://sgdf.fr/nous-connaitre-page/notre-politique-diversite/
3. Pétition publiquée sur la plateforme pour l'AG 2022, SGDF, 2022 « Pour une inclusion effective des personnes LGBT+ aux SGDF », https://petitions.sgdf.fr/resolutions/pour-une-inclusion-effective-des-personnes-lgbt-aux-sgdf

L'oreille qui traîne

" Le "*Non mais genre*" c'est le totem d'immunité des SGDF "

" J'ai dit "*j'y connais rien, mais je pense que les finances c'est un gros enjeu pour l'association*". La dernière fois que je me suis occupé d'argent, j'étais trésorier d'équipage et j'ai perdu l'enveloppe de l'explo. Bon. Du coup maintenant je suis trésorier national adjoint. "

" [Quand les SGDF essaient de faire croire qu'ils étaient le 1er mouvement né en France] Le révisionnisme papiste ne passera pas ! "

" oui pas de soucis, toujours en avant..... sans rejeter le passé qui a fait ses preuves ni accepter de nouvelles orientations qui n'intéresse que les intégriste végétariens, véganes, et autres libertaires révolutionnaires qui veulent s'approprier une association de scoutisme laïque. " (<< phrase non ironique)

Pour contribuer au prochain numéro, c'est avant fin août
envoie ça par mail à allume-feu@tila.im
ou en dépôt sur https://allume-feu.tila.im